

Annexes

Questionnaires obtenus :

Questionnaire n° 1

Hana Spáčilová
Etudiante ERASMUS à l'Université René Descartes
Université Paris Sorbonne - Paris V



Madame, Monsieur,

Veuillez remplir ce questionnaire. Celui-ci est entièrement anonyme. Sachez que vos réponses pourront être utilisées dans le cadre de mon mémoire « La langue pensée, c'est-à-dire orale, contre la langue des dictionnaires ».

Je vous remercie par avance de votre coopération.

Age : 20 ans

Sexe : Féminin

Langue maternelle : Français

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « solidarité » :

entraide



Questionnaire n° 2

Age : 19 ans

Sexe : Féminin

Langue maternelle : Français

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

s'unir pour aider et agir



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'Ecole de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 3

Age : 18 ans

Sexe : féminin

Langue maternelle : français

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

entraide apportée mutuellement par les membres d'un groupe
d'une communauté, d'une collectivité, mobilisation
visant à soutenir l'un ou plusieurs d'entre eux
traversant des épreuves, connaissant des difficultés.



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'Ecole de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 4

Age : 18

Sexe : F

Langue maternelle : F

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

Comportement supposé réciproque
correspondant à un partage
et une entraide.



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'École de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 5

Age : 21

Sexe : masculin

Langue maternelle : Français

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

c'est l'entraide ; le partage entre deux hommes
d'une valeur, d'un bien quand l'un des deux en
a besoin et que l'autre en a plus que ce qu'il
lui faut.



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'École de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 6

Age : 31 ans .

Sexe : féminin

Langue maternelle : française

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

Apporter de l'aide ; entraide .



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'École de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 7

Age : 41 ans

Sexe : Féminin

Langue maternelle : Français

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

La solidarité est : le respect, l'aide,
le soutien apportés à Autrui dès qu'il
en a le besoin ou qu'il l'exprime .

• La solidarité est nécessaire à la paix
à la vie dans la cité .



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'École de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 8

Age : 35 ans
Sexe : F
Langue maternelle : Français

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :
Noue, féminin
Action de soutenir une cause
commune. ex: faire une action par
solidarité -



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'Ecole de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 9

Age : 48 ans.
Sexe : Féminin.
Langue maternelle : Française

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

Soutien, aide, aide, accompagnement,



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'Ecole de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 10

Age : 52 ans

Sexe : Masculin

Langue maternelle : Française

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

Capacité à partager et à aider ceux qui sont dans
la difficulté psychologique ou matérielle.



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'École de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Questionnaire n° 11

Age : 71 ans

Sexe : Fém.

Langue maternelle : Français

Donnez, s'il vous plaît, votre définition du mot « **solidarité** » :

C conscience du fait que tous les individus appartiennent
à la même humanité - Cela crée des liens et entraîne
des devoirs : échange, partage, entraide... pour que
chacun puisse vivre, grandir, s'épanouir, être reconnu.



Université René Descartes - Paris 5
12, rue de l'École de Médecine - 75270 Paris Cedex 06

Articles étudiés :

1^{er} groupe : Solidarité – aide, entraide

Document 232 de 333

Le Figaro

22 mars 2007

Dépendance : Royal pour la **solidarité** nationale

AUTEUR: NICOLAS BAROTTE

RUBRIQUE: France

LONGUEUR: 526 mots

APRÈS s'être adressée aux « jeunes » mardi sur Skyrock, Ségolène Royal a rencontré hier des « vieux ». Depuis plusieurs semaines, la candidate du PS à la présidentielle envisage de se rendre dans une maison de retraite. Hier, elle a visité celle de l'Abbaye, à Saint-Maur-des-Fossés, dans le Val-de-Marne. Un établissement jugé « exemplaire » pour la qualité de son accueil.

Au-delà de la campagne électorale (la socialiste est distancée par le candidat de l'UMP dans l'électorat âgé), l'enjeu du vieillissement de la population est incontournable pour les décennies à venir. Silencieuse sur le sujet jusqu'à présent, Ségolène Royal a proposé hier la création d'une « cinquième branche de la Sécurité sociale ». Ce qui ne figurait pas dans son « pacte présidentiel ». « Aujourd'hui, il faut que ce soit la **solidarité** nationale qui prenne en charge la question du grand âge et de la dépendance », a-t-elle déclaré, « au même titre qu'après la Libération une branche de la Sécurité sociale a été créée pour la famille, une autre pour la maladie. Certains disaient que c'était irréaliste, et cela tient toujours ! » « Arbitrage en temps réel » Une question est cependant demeurée sans réponse : celle du financement. Ségolène Royal refuse de s'engager sur une hausse de CSG prônée par des experts indépendants et au sein du PS. La candidate du PS s'en remet à « la croissance » pour résorber le chômage et se fixe « comme objectif », si elle est élue, une progression de « 2,5 % » du PIB. « La répartition des ressources sera aussi un sujet de la conférence nationale sur la croissance et les revenus » qu'elle compte réunir après son élection, a-t-elle ajouté. Le flou de la candidate sur le financement n'a pas empêché le PS de dénoncer, hier, les « similitudes troublantes » et « porteuses d'injustice » des propositions de l'UDF et de l'UMP sur le financement de la dépendance. Cette semaine, François Bayrou a proposé d'instaurer des retraites par points. Le candidat UDF a aussi suggéré un contrat « prévention dépendance » signé entre le patient et le médecin traitant. Quant au ministre délégué aux Personnes âgées, Philippe Bas, il a souhaité « améliorer les incitations fiscales à l'acquisition de couvertures complémentaires ». Au contact des résidents de la maison de retraite, Ségolène Royal s'est livrée à un exercice où elle excelle : l'écoute. Quitte à prendre du retard sur son emploi du temps, elle a mis un point d'honneur à saluer toutes les personnes. « L'état de civilisation d'une société se mesure à la façon dont elle traite les anciens et les personnes dépendantes », a-t-elle assuré. Elle a écouté les doléances de chacun, notamment une dame, bénéficiaire de l'aide sociale (insuffisante pour payer la maison de retraite) dont le « reste à vivre » à la fin du mois s'élève à « 75 euros » : c'est-à-dire le minimum de 10 % de son revenu que le conseil général doit lui reverser. Ségolène Royal s'indigne. Les femmes âgées doivent « pouvoir faire un cadeau quand leurs petits enfants viennent ». Elle arbitre alors « en temps réel », comme l'explique son équipe, et propose un « doublement » du « reste à vivre ». Comme ça !

DATE-CHARGEMENT: 22 mars 2007
LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS
TYPE-PUBLICATION: Publication internet

Document 237 de 333
Libération
22 mars 2007 jeudi

Ségolène Royal, à l'aise au pays des vermeils

AUTEUR: SORMAN Joy
RUBRIQUE: POLITIQUES; Pg. 13
LONGUEUR: 728 mots

ENCART: En visite dans une maison de retraite de Saint-Maur, la candidate PS a plaidé pour une branche grand âge de la Sécurité sociale.

"*Madame Ségolène est très sympa et très gentille*" : c'est Renée qui a piqué le micro du journaliste de i-Télé et qui se colle le nez dessus pour dire son enthousiasme. Hier matin, à la maison de retraite de l'Abbaye, à Saint-Maur (Val-de-Marne), c'était bonne ambiance pour la visite de la candidate dans un des meilleurs établissements de France : salle de spectacles rutilante, activités, sorties, halte-garderie, bientôt un service thalasso, personnel aux petits soins, bonne bouffe, espace, lumière, respect. Et tout ça pour 70 euros par jour. 500 lits, y aura pas de place pour tout le monde et les plus valides seront prioritaires, coûtent moins cher, présentent mieux.

Aspirateur à miettes. Des pensionnaires ravis, plutôt en forme exemplarité oblige et convertis à la démocratie participative : à l'Abbaye les résidents sont régulièrement consultés pour débattre de la vie de l'établissement. C'est ce qu'on appelle le "*citoyennage*" citoyen + grand âge , association de retraités qui débattent essentiellement de la composition des menus.

Ségolène Royal est arrivée à 8 h 30, et le cortège, étonnamment silencieux, a glissé dans les couloirs jusqu'à la salle à manger qui donne sur la Marne. Le petit déjeuner est servi, une trentaine de pensionnaires pomponnés et tout sourire. Un petit coup d'aspirateur à miettes sur la nappe et c'est parti pour un tour des tables, un café, puis un autre, et encore un dernier avec Marcel. Ségolène Royal, très à l'aise, dira un mot un geste à chacun. "*Ça va ? Vous êtes heureux ? Vous êtes là depuis quand ? Le personnel est bien ? Faut avoir de l'appétit, hein ; allez, bonne continuation.*" C'est vrai qu'on est loin de l'hospice glauque et douteux où je vais voir mémé le lundi de Pâques.

Ça va, Paulette ? Ségolène Royal tactile, caressante, c'est son truc, rien de forcé, ça vient comme ça, bon feeling, avec les vieux, c'est naturel, on ne sait plus quoi faire pour les réconforter, pour leur rendre la vie plus douce, alors on les touche. Royal serre des mains, garde les mains des autres dans les siennes, prend les épaules, tape amicale dans le dos de Jean, ne lâche plus la main de Paulette, main dans la main, comment ça va, Paulette ? Aux anges. Grappe de photographes, journalistes, cameramen, service d'ordre qui encerclent les pensionnaires. Jeanine, claustro, au bord du malaise. Un peu d'air, du balai.

Les cuistots sortent un instant des cuisines pour prendre une photo de la candidate avec leurs portables. Les pensionnaires ne se plaignent pas de leurs conditions de vie dans l'établissement, mais plutôt des problèmes d'accessibilité dans la ville : Jean-Louis, dans

un tee-shirt jaune "Accéder c'est exister", raconte comment il n'a pas pu aller voter, bloqué au bas de l'escalier. Ségolène Royal lui promet d'installer des rampes d'accès dans tous les bureaux de vote. Et puis Jean-Louis raconte comment il a eu le coup de foudre pour Louise, ancienne institutrice désormais aphasique, paralysée. Jean-Louis a aussi une bonne idée à soumettre à Ségolène : il faudrait des architectes handicapés. Pas con.

Le "reste à vivre". Petit tour terminé, elle va maintenant parler. D'un côté de la table, la candidate, Pascal Champvert (le patron des lieux), Laurent Cathala (maire de Créteil) et Pascal Terrasse (chargé de la santé au PS). De l'autre côté, des représentants des familles, du personnel soignant, du personnel d'animation. On parle du manque de moyens argent, personnel, formation. Ségolène Royal annonce la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale dédiée au grand âge et à la dépendance (et financée, en partie, par des économies dans les autres branches) : *"Nous voulons la **solidarité** nationale pour soutenir les individus jusqu'à la fin de leurs jours."* Remettre les anciens dans la cité, augmenter le taux d'encadrement et encourager la formation (à l'échelle européenne), construire des maisons de retraite qui intègrent accessibilité et maîtrise énergétique, ne pas laisser les fonds de pension racheter le système de santé, améliorer le "reste à vivre" des personnes âgées le temps qui reste à vivre, l'argent qui reste pour vivre, en moyenne 75 euros par mois, une fois payés les frais de résidence, de bouche, de soins. Soit, selon Paulette : trois paquets de clopes, un ballotin de chocolat, la presse, une bombe de laque, un bouquin, une bouteille de Suze.

DATE-CHARGEMENT: 23 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 245 de 333

Libération

21 mars 2007 mercredi

Sans-papiers : Montpellier a sa **solidarité**

AUTEUR: RAP Carole

RUBRIQUE: SOCIETE; Pg. 17

LONGUEUR: 605 mots

ENCART: Privilégiant l'action sur le terrain, des comités de soutien se créent en marge de RESF.

Montpellier correspondance

En théorie, Fatima et ses deux filles avaient peu de chances d'être régularisées. Leur cas ne correspondait pas aux critères de la circulaire Sarkozy sur les enfants scolarisés de sans-papiers. Pourtant, Fatima vient d'obtenir un titre de séjour d'un an. Explication de Sophie, institutrice à l'école Léo-Malet de Montpellier (Hérault), où s'est créé, en novembre, le comité de soutien à Fatima : *"Nos actions assez visibles ont fait que le préfet a donné son accord."* Même constat du côté de l'école Madeleine-Brès, où le couple Touré, originaire de Guinée, vient de recevoir un permis de séjour d'un an après avoir été *"invité à quitter le territoire"* en décembre. Pour eux aussi, un comité de soutien s'était spécialement constitué.

"Cas indéfendable". L'originalité de ces comités ? Ils ont émergé en parallèle au Réseau éducation sans frontières (RESF) de l'Hérault, dont les réponses, avant tout juridiques, ne les satisfaisaient pas. Ainsi, pour soutenir Fatima, *"on est d'abord allé voir RESF, qui nous a dit que son cas n'était pas défendable"*, se rappelle Sophie.

Il faut dire que le contexte local est particulier. A Montpellier, le RESF 34 est hébergé par l'association d'aide aux étrangers la Cimade, dont il a adopté *"les positions très légalistes"*, selon la formule d'un membre du RESF héraultais, qui reconnaît que, *"en disant aux sans-papiers 'vous ne rentrez pas dans les critères de la circulaire Sarkozy, on ne peut rien faire pour vous', on touche là les limites de l'action juridique"*.

Du coup, des comités de soutien indépendants ont fleuri dans sept écoles différentes, avec à chaque fois l'idée d'un combat mené d'abord sur le terrain. Ainsi celui de l'école Léo-Malet a enchaîné réunions hebdomadaires, distribution de tracts, collages d'affiches, pétitions, repas de quartier, manifestation devant la préfecture, projection d'un documentaire sur les sans-papiers de l'église Saint-Bernard... *"Ces actions sont tout à fait complémentaires de celles des institutions spécialistes du droit des étrangers. Quand tous les droits juridiques ont été épuisés, ces regroupements de nombreuses personnes autour d'un cas sont importants pour faire pression"*, analyse une militante. *"Les entraves juridiques deviennent telles que la seule solution est la mobilisation"*, ajoute Sylvie.

Face à la multiplication de ces initiatives, l'idée de les fédérer a été lancée fin janvier dans la Coordination des comités de soutien, portée par des enseignants, des parents d'élèves, des organisations libertaires type CNT Education et CGA (Coordination des groupes anarchistes) ainsi que des Cual (Comités unitaires antilibéraux) et SUD-Solidaires. *"Pour les personnes qui n'ont pas d'enfants scolarisés, on se sentait un peu démunis. C'est maintenant du ressort de la Coordination"*, dit Sophie.

"Aucun illégal". Chaque semaine, de nouveaux sans-papiers se font connaître, avec ou sans enfants. La Coordination a décidé de soutenir toutes les demandes. Même si elle n'est pas forcément d'accord avec les modes d'action choisis par certains, comme dans le cas des seize Kurdes qui ont entamé une grève de la faim début mars à Montpellier. *"Notre objectif est la régularisation de tous les sans-papiers, car aucun être humain ne doit être illégal"*, rappelle Benoît, instituteur à l'école Léo-Malet.

Et de lister les actions à mener en vue de faire pression sur la préfecture pour aider un père de famille algérien : *"Refaire un réseau téléphonique. Rédiger une pétition. Trouver un avocat. Ecrire un communiqué de presse. Faire des banderoles. Un repas de quartier. Préparer la manifestation du 31 mars."*

DATE-CHARGEMENT: 23 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

A savoir : portage salarial

RUBRIQUE: EMPLOI; Pg. 3

LONGUEUR: 234 mots

Missions particulières

L'entreprise de portage salarial a pour objet exclusif d'organiser et d'encadrer le travail de personnes avec lesquelles elle a conclu un contrat de travail écrit. Les attributions des salariés "portés" consistent à négocier et réaliser des missions de conseil, d'expertise, d'assistance, de formation, acceptées par cette entreprise. Les missions ne peuvent avoir pour objet d'exercer une profession réglementée ou de réaliser une activité de fabrication, de transformation ou de négoce.

15 000 salariés en portage en France

On compte environ 15 000 salariés portés en France pour une centaine de sociétés de portage. Il existe également 3 900 groupements d'employeurs, dont 3 500 groupements agricoles (qui emploient 12 000 salariés) et 400 non agricoles (8 000 salariés). Il n'y a qu'une quarantaine de coopératives d'emploi et d'activités.

Les autres formes de travail tripartite

Le groupement d'employeurs recrute des salariés et les met à disposition de ses membres, selon leurs besoins. Du côté des employeurs, le groupement satisfait des besoins temporaires ou saisonniers, tout en cherchant à procurer un emploi à temps complet aux employés en le partageant entre plusieurs employeurs. Les coopératives d'activités et d'emploi sont destinées aux petits projets, dans un esprit de **solidarité**, d'entraide et de mutualisation des ressources. Renseignements au www.cee-recherche.fr

DATE-CHARGEMENT: 20 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

2^e groupe : Solidarité – appartenance à un groupe :

Document 207 de 333

Libération

31 mars 2007 samedi

Belleville se raconte son histoire pour mobiliser le quartier

AUTEUR: ARNAUD Didier

RUBRIQUE: SOCIÉTÉ; Pg. 18

LONGUEUR: 572 mots

ENCART: Ses habitants sont sensibles au passé militant de l'arrondissement.

D'abord une histoire. Un matin de cette semaine, des policiers déboulent en trombe métro Pyrénées (XX^e arrondissement). Bloquent la rue de Belleville. A la terrasse du café, les gens se lèvent, se renseignent, murmurent : *"Ils vont à l'école, c'est encore une rafle."* *"J'étais prête à me battre"*, raconte cette jeune mère de famille, encore énervée. Las. Après les policiers, ce sont les pompiers qui rappellent. C'était juste une fuite de gaz. Le quartier parisien de Belleville aurait-il l'épiderme sensible ? Ou la fibre plus militante qu'ailleurs ?

Jeudi matin, une quarantaine de personnes piétinent devant une école, 75-77 boulevard de Belleville. Ils réclament *"l'arrêt du harcèlement policier"* et *"la régularisation des parents sans papiers"*. Notamment celle de Chacrit, un asiatique toujours sous la menace d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français). Banderole *"Laissez-nous grandir ensemble"*, chaises vides sur le bitume. Aline, professeure de philosophie, ne croit pas une seconde au microclimat local : *"La spécificité, ce sont les arrestations massives. Elles sont montées en puissance ces derniers mois. Les gens ont peur."* Crainte qu'elles ne suscitent une bavure, des comportements illégitimes. Zohaïre, animateur, appuie l'idée : *"Depuis quelque temps, on voit certains policiers comme ils ne devraient pas être, de plus en plus virulents."* Monique est enseignante à la retraite. Les scènes d'arrestation lui font remonter le souvenir de *"celles de la guerre d'Algérie. C'était porte de Montreuil"*. Elle ajoute : *"Beaucoup de parents ne sont pas militants, mais indignés. C'est cela qui fait la force."*

Querelles. La force, c'est aussi la tradition associative du quartier. Sylvia, Henrique et Claire se sont rencontrés lors des expulsions d'immeubles ils citent : rue du Maroc, rue de la Fraternité. Ils ont laissé leurs *"trucs de chapelle chez eux"*. Il faut comprendre leurs querelles politiques. Claire, des Verts du XIX^e, préfère trouver une raison à cette mobilisation dans ce qu'elle nomme la *"culture populaire"*, qui *"perdure"* malgré les nouveaux arrivants. Belleville est un haut lieu de luttes, de résistances. Elle croit savoir que, dans sa famille, des gens ont participé à la Commune de Paris. Sans remonter si loin, il y a la lutte, en partie gagnée, menée par *"la Bellevilleuse"* pour conserver le bâti ancien, dans les années 1990.

Claire Herlic, de la FCPE, insiste quant à elle sur la tradition de *"convivialité"* du quartier. *"Les gens vivent dehors, se parlent beaucoup."* Elle détaille son immeuble : population *"représentative"* de ce que peut être la France dans sa totalité. *"Retraités à petits revenus, gens en très grande difficulté sociale."* Classe moyenne et primo-arrivants. Elle a vu des gens voter pour la première fois aux conseils d'école. *"La solidarité crée un lien"*, dit-elle. Elle donne des conseils à des parents plusieurs années après que leurs enfants ne sont plus à l'école. Autre exemple d'échange, ces femmes de service d'origine asiatique d'une école de l'arrondissement rédigent des tracts en chinois pour la manif. Dans le groupe, Daniel Dayot est grand-père d'un enfant scolarisé dans le vingtième. Militant depuis cinquante ans (PSU, aujourd'hui chez les Verts) il vit dans le quartier depuis quatre ans

seulement. Quand il est revenu d'un long déplacement au Maghreb, il a trouvé un *"Paris triste"*. *"Belleville, dit-il, correspond au monde d'aujourd'hui."*

DATE-CHARGEMENT: 3 avril 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 210 de 333

Libération

30 mars 2007 vendredi

"Ça va encourager les gens à voter à droite"; Présidentielle

AUTEUR: ARNAUD Didier

RUBRIQUE: EVENEMENT; Pg. 5

LONGUEUR: 679 mots

ENCART: Retour à la gare du Nord, où commerçants et voyageurs craignent les suites des émeutes.

Des escaliers roulants ne roulent plus, les barrières d'accès sont hors service. *"C'est à cause de la manif, les bâtards, ils ont tout cassé"*, lâche un collégien à ses voisins, qui s'engouffrent sans glisser de ticket. Gare du Nord, hier, quelques groupes discutent. Dans la galerie commerciale, des jeunes afro-antillais. D'Argenteuil, Boulogne, Saint-Denis, Meudon. Ils étaient présents lors des affrontements entre jeunes et CRS, mardi soir. *"Tout s'était calmé"*, dit l'un d'eux. Et c'est reparti. *"Plus la télé arrive, plus les flics arrivent. On voit que ça va partir en vrille. A 19 heures, on a vu un jeune se faire taper, on a appelé des amis."* Ils filment avec leurs portables. *"Dans les quartiers, les gens ont suivi en temps réel ce qui s'est passé."* Ils font les calculs. *"Les policiers l'ont emporté sur nous, grâce aux journalistes. La télé, ça incite, parce qu'on veut montrer qu'on ne se laisse pas faire."*

Ceux-là font partie, disent-ils, de la *"seconde France"*. Celle où *"on travaille à 96 % dans des métiers sales. On nettoie, on balaie"*. Eux, du travail, ils n'en ont pas. Ils galèrent, dans des formations, en intérim. La gare du Nord, c'est *"notre seconde maison"*, dit Praco, 19 ans, lunettes noires. Ils se plaignent d'y être contrôlés au moins *"cinq fois par jour"*. A deux pas, dans une boutique de fringues, Michaël, 27 ans, gérant de trois magasins, fait ses comptes : *"Hier, les gens sont rentrés plus vite chez eux. Ils ne voulaient pas s'attarder. La vente a moins marché."* Parti porter plainte pour des vitrines brisées, Michaël raconte que les policiers lui ont dit : *"Si ça ne tenait qu'à nous, ces incidents se seraient arrêtés en vingt minutes. Mais on n'a reçu aucun ordre."* Michaël commente : *"S'ils n'ont reçu aucun ordre, c'est bien qu'ils avaient celui de laisser casser, non ?"* Sur le quai, Victor, fonctionnaire RATP, s'interroge également : *"On se pose plein de questions au niveau politique. Pourquoi ça a dégénéré ? Comment cela se fait-il que tant de jeunes arrivent d'un coup ?"*

"Malaise". Christophe Tavernier, candidat aux législatives dans l'Essonne, était présent mardi soir. *"Enormément de mineurs ne voulaient pas rentrer chez eux, par solidarité, par malaise. Ils voulaient rester. Et après, à la télévision, on stigmatise les Noirs et les mineurs. Qui a intérêt à le faire ?"* demande-t-il. Gare du Nord, hier, c'est la reprise de l'ordinaire. Deux filles se font draguer : *"J't'ai envoyé un message, t'as pas répondu"*, leur lancent des

garçons. Elles accélèrent. Plus loin, une autre, à bout de souffle, sur son portable : *"Il y a un gars qui nous suivait, alors là, on a couru."* Si on parle *"tension"* ou *"présence policière"*, l'après-élection revient sur le tapis. Elodie, lycéenne : *"Ce qui s'est passé mardi, cela va encourager les gens à voter pour la droite."* *"Si Sarkozy ose passer, la France sera en feu"*, avance Praco. Stéfania, lycéenne en seconde SMS (médico-social) fait le même pronostic : *"Il y aura dix fois plus de policiers partout et des cafouillages de ouf."*

"Vannes". Dans le RER B, des touristes se photographient. Pour Amadou, 28 ans, Sarkozy *"a coupé les vannes du deal à tout le monde dans les quartiers. Les jeunes ne l'aiment pas pour ça"*. Amadou : *"C'est le système global qui ne tourne pas rond. A Londres, un hindou il est banquier. Mes locks et ma couleur, personne ne les remarque. Ici, cela fait très peur."* Boubacar, 24 ans, regrette : *"Les Français ne sont pas sincères. Ils ont un problème économique et ils trouvent un coupable, les immigrés."* Aulnay-sous-Bois. A l'Orient-Express, Riad fait cuire une crêpe poulet-fromage pour Fatou et Boubou, 20 et 17 ans. Elles habitent aux Trois Mille, où quelques tags ont fleuri depuis mardi, contre Sarkozy. *"S'il est président, ce n'est même plus des émeutes que ça va s'appeler"*, prévient Fatou. A part ça, la tension est habituelle. Elle dit : *"Nos vies, elles sont scénarisées d'avance. Les deux candidats donnent l'image du ghetto. Ici, les gens s'en sortent avec rien."* Riad dit que la vie, ici, *"est un cauchemar pour ceux qui rêvent"*.

DATE-CHARGEMENT: 31 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 214 de 333
Libération
27 mars 2007 mardi

Darfouris, attention aux "faux amis";
L'ONU doit surtout obtenir un accord politique des parties permettant
de mettre fin aux combats, à la tragédie.

AUTEUR: GUIGUE Bruno.

Bruno GUIGUE, diplômé de l'ENS et de l'ENA . Chroniqueur de politique internationale.

RUBRIQUE: REBONDS; Pg. 32

LONGUEUR: 918 mots

C'est une règle d'or du système médiatique : plus la dénonciation de l'indifférence se fait entendre, plus elle contribue à ruiner son propre objet. Indifférente au drame du Darfour, l'opinion mondiale ? En partie peut-être, car ce drame humanitaire n'est hélas pas le seul sur la planète. Mais peut-on en dire autant de la *"communauté internationale"*

? En trois ans, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté dix résolutions sur ce conflit. Souvent stigmatisée pour sa prétendue pusillanimité à l'égard du Soudan, l'ONU y déploie au contraire une activité d'autant plus fébrile qu'elle veut exorciser son impuissance passée face au génocide rwandais. Usant tour à tour de la menace et de la persuasion, cette action diplomatique s'accompagne, de surcroît, d'une véritable action judiciaire. En 2005, le Conseil de sécurité de l'ONU a déféré la situation au Darfour au procureur de la Cour pénale

internationale, et une liste de 51 chefs d'accusation pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité a aussitôt été dressée. Aide humanitaire massive, avalanche de résolutions, saisine de la Cour pénale internationale (CPI) : cette débauche de moyens s'est avérée jusqu'ici d'une efficacité douteuse. Elle eût été impensable, en tout cas, sans le puissant aiguillon de la politique américaine.

Le Darfour, en effet, cumule trois avantages de nature à susciter un réflexe compassionnel outre-Atlantique : géographiquement éloigné (exotisme propice à l'épanchement), son malheur est étranger à toute influence américaine (bonne conscience garantie), et il est victime de la cruauté supposée du monde arabo-musulman (confort idéologique assuré). En France aussi, on l'a vu, un mouvement d'opinion médiatiquement orchestré se dessine en faveur du Darfour. Si cette mobilisation avait pour effet d'améliorer le sort des habitants du Darfour, qui refuserait sincèrement de s'en réjouir ? Mais c'est peu probable. Car ces initiatives médiatiques reposent sur une analyse partiellement erronée de la situation, et cette partialité dans l'analyse produit précisément l'inverse de ce qu'elle prétendait obtenir. En proférant des généralisations abusives, on fournit à Khartoum le prétexte idéal pour justifier son immobilisme.

Pourquoi, dans l'analyse du conflit, privilégier de façon systématique la grille de lecture ethnique et religieuse ? Conflit politique entre un pouvoir accapareur et une région déshéritée, la guerre du Darfour est une tragédie. Le gouvernement de Khartoum porte une lourde responsabilité dans ce désastre, auquel les populations civiles paient un lourd tribut. Mais peut-on, pour autant, parler de génocide ? Pour Rony Brauman, *"ce n'était pas l'enjeu de cette guerre. A aucun moment, les dirigeants soudanais n'ont tenu des propos évoquant l'idée de détruire un groupe donné. Ils veulent marginaliser ce peuple et le garder sous la botte, c'est indiscutable. Mais pas l'exterminer"* (Libération, 15 mars). Orchestrée par les médias américains, l'accusation de "génocide" laisse libre cours à la stigmatisation d'un régime arabe qui a longtemps flirté avec l'islamisme radical. Elle vise aussi à accréditer l'idée d'une intervention musclée des pays occidentaux en la parant de vertus humanitaires. Mais hormis *"l'hybridation"* entre forces de l'ONU et forces de l'UA, dont Khartoum a accepté le principe, cette solution militaire a-t-elle un sens ? Le réflexe compassionnel occidental débouchant sur l'envoi d'un corps expéditionnaire : gardons-nous, ici comme ailleurs, de ce couple infernal.

Les partisans enthousiastes de la "solution militaire", outre qu'ils comptent sur les autres pour se faire trouer la peau, sont pour le Darfour de véritables "faux amis". Cumulant les infortunes, la population du Darfour voit ainsi s'ajouter à ses misères l'encombrant soutien de ceux qui applaudirent aux massacres israéliens en Palestine et au Liban, s'extasièrent sur les prouesses des B 52 en Irak, et considèrent toujours Abou Ghraïb et Guantánamo comme de simples commissariats de police.

La seule solution au conflit est politique. Le Darfour n'est pas un Etat indépendant, mais une région du Soudan. Toute démarche reposant sur le déni de la souveraineté nationale soudanaise conduira à une impasse. Catastrophique, la situation humanitaire au Darfour justifie une intervention massive de l'ONU pour nourrir et protéger les populations. Mais cette intervention doit surtout obtenir des parties un accord politique permettant de mettre fin aux combats. Seule une pression de la communauté internationale peut infléchir Khartoum, mais à condition qu'elle n'apparaisse pas comme discriminatoire à l'égard d'un Etat arabe. Les imprécations antisoudanaises des lobbies pro-israéliens relèvent d'une indignation sélective qui fait la différence entre "bonnes victimes" au Darfour et "mauvaises victimes" en Palestine. Pire, elles desservent la cause du Darfour sur la scène internationale, où Khartoum a beau jeu d'invoquer la **solidarité** arabe contre l'ingérence occidentale et la politique des "deux poids, deux mesures". A l'issue de son équipée en 4x4 avec le Mouvement de libération du Soudan, BHL a proposé de livrer des armes à ce mouvement irrédentiste. Peu importe que le conseil des droits de l'homme de l'ONU ait accusé la guérilla, elle aussi, de crimes contre l'humanité, ni que le retour à la table des négociations

soit l'unique issue à la guerre civile. Indécrottables, les "faux amis" du Darfour appellent leurs "protégés" à se battre jusqu'au bout en leur promettant monts et merveilles.

DATE-CHARGEMENT: 28 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 221 de 333

Libération

26 mars 2007 lundi

PSA : deux générations unies par la contestation;
Depuis un mois, les grévistes d'Aulnay réclament une hausse des salaires.

AUTEUR: CORI Nicolas

RUBRIQUE: ECONOMIE; Pg. 21

LONGUEUR: 676 mots

Cela faisait des années que l'on n'avait pas vu une aussi longue grève dans l'automobile. Avec comme principal mot d'ordre les salaires. Depuis le 28 février, la production sur le site Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois est très fortement perturbée par plus de 500 grévistes, soutenus par la majorité des syndicats (CGT, CFDT, Unsa et SUD). Leurs revendications : 300 euros d'augmentation, l'embauche des 700 intérimaires et le départ à la retraite des plus de 55 ans. Malgré plusieurs rencontres avec la direction, le dialogue est au point mort.

Inflation. Samedi, pour montrer leur détermination, les grévistes ont manifesté à Paris, entre Barbès et la place de la République. Entre 1 000 et 2 000 personnes selon nos estimations. Sous une pluie persistante, les manifestants ont descendu le boulevard Magenta aux cris d'"*Et un, et deux, et trois cents euros*" ou "*Y en a marre des découverts, y a en marre de la misère, augmentons les salaires !*". Mutakieh, qui travaille à la chaîne, explique : "*Je gagne 1 150 euros par mois et mon loyer est de 600 euros. C'est dur de s'en sortir. On veut plus que 20 euros d'augmentation* [ce que propose la direction, ndlr]."

"*C'est moins que l'inflation*", renchérit Sabrina, non-gréviste travaillant à la logistique, venue manifester "*par **solidarité***". Qui a aussi dû faire face à la baisse de la prime d'intéressement, affectée par la chute du résultat en 2006. "*Quand on sait que cette baisse est due aux provisions passées pour supprimer 10 000 emplois, cela a été pris comme de la provocation*", commente Philippe Julien, délégué CGT.

Si le climat était porteur, le facteur déclencheur du mouvement a été la grève victorieuse des salariés de Magnetto, entreprise sous-traitante de PSA située sur le site d'Aulnay. Le mois dernier, après quelques jours d'arrêt de travail, les salariés de Magnetto ont obtenu 130 euros brut d'augmentation et l'embauche d'intérimaires. A peine l'information transmise, plusieurs centaines de salariés de PSA ont spontanément cessé le travail. La CGT a ensuite repris l'initiative en intégrant dans les revendications l'embauche des intérimaires et le sort des salariés âgés, dont les postes ne sont pas aménagés.

Pressions. Depuis, la mobilisation ne faiblit pas. "*550 personnes ont pris leur carte de gréviste, dont une cinquantaine d'intérimaires. 1 300 salariés non grévistes ont signé une pétition de soutien, et une collecte a permis de ramasser au moins 50 000 euros*", détaille Philippe Julien. La grève réunit jeunes et anciens. "*Avec les derniers arrivés, je me comporte*

comme leur père, raconte Victorino Pirès, cariste de 54 ans. La grève se passe très bien, il n'y a pas d'embrouille. Il n'y a pas besoin de tirer les jeunes comme en 2005." Il y a deux ans, un mouvement avait été déclenché pour le paiement des journées chômées. Les salariés avaient obtenu gain de cause. Aujourd'hui, la direction ne lésine pas sur les pressions : *"Il y a toujours des huissiers qui nous suivent",* raconte Victorino. Les non-grévistes se voient promettre des primes s'ils reprennent les postes vacants. Des lettres sont envoyées à ceux qui ont cessé le travail pour dénoncer des *"comportements qui sortent de l'exercice du droit de grève"*. Ces courriers cherchent à casser le mouvement : *"Pour vous faire une opinion libre de toute influence, je vous informe de la situation sociale réelle de notre centre : le nombre de grévistes est descendu aux environs de 400",* indique la lettre en question.

Mesures palliatives. D'autres travailleurs rapportent que la direction cherche à remplacer les grévistes par des intérimaires venant d'autres sites. Mais ces mesures palliatives ne suffisent pas à assurer la cadence. Plus de 10 000 voitures prévues (C2 ou C3, les deux modèles Citroën produits à Aulnay) ne seraient pas sorties de l'usine. Le site tourne à 50 % de sa capacité. Pour l'instant, rien n'indique un essoufflement des grévistes, même si le mouvement n'a pas atteint les autres sites. *"Aujourd'hui, on est là. Et demain on continue",* scandaient les manifestants avant de se disperser.

DATE-CHARGEMENT: 27 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 326 de 333

Le Figaro

24 février 2007

Gouvernement italien : Prodi pose ses conditions; Italie : Prodi pose ses conditions

AUTEUR: A Rome, R. H.

RUBRIQUE: International

LONGUEUR: 491 mots

ENCART: « Il Professore » n'entend plus être soumis aux caprices de partis politiques pour former un nouveau gouvernement.

RESPECT des engagements internationaux pris par l'Italie, en Afghanistan notamment, poursuite des libéralisations, réforme des retraites, réalisation du TGV Turin-Lyon, mais pas de pacs : tels sont quelques-unes des douze conditions « prioritaires et non négociables » que Romano Prodi pose pour retourner au pouvoir. Il les a illustrées devant les leaders de sa coalition, en faisant comprendre avec fermeté qu'il n'avait aucunement l'intention de transiger. Il veut avoir la haute main sur l'exécutif, être le seul à décider des lignes directrices du gouvernement et pouvoir rappeler à l'ordre ses ministres sans risquer d'être mis à tout moment en minorité. Le vote de mardi au Sénat, qui l'a contraint à remettre sa démission après seulement 281 jours de gouvernement, a laissé des traces.

Romano Prodi ne cache pas son amertume : « Il n'est écrit nulle part que je dois me maintenir à tout prix. Je n'entends plus continuer à perdre la face jour après jour, à exposer de la sorte ma dignité et mon honneur. » Il a toutefois fait comprendre clairement

qu'après lui, l'unique solution possible était un retour aux urnes. L'unique manière d'en finir avec les guérillas politiques qui ont sapé la crédibilité de son action, c'est de constituer un « exécutif du président ». Cela implique une discipline partagée par tous ceux qui soutiennent son action, ministres, secrétaires d'État et leaders politiques de la majorité. Son porte-parole, Silvio Sircana, deviendra porte-parole de l'ensemble de l'exécutif : lui seul sera habilité à parler au nom du gouvernement. Aucun ministre ne pourra afficher en public des comportements ou des opinions qui dérogent à la **solidarité** gouvernementale. Abandon de la légalisation des « couples de fait » Quant aux douze points du programme, ils sont précis et contraignants. Priorité devra être donnée à l'école, la culture, la recherche, les infrastructures essentielles, la diversification des sources d'énergie avec la construction d'installations de traitement du méthane, le Mezzogiorno qui s'apprête à recevoir d'importants fonds de l'Union européenne et devra les gérer avec plus de sagacité que par le passé, la revalorisation des retraites, la réduction du coût de la politique. Bref, à tout ce qui figure dans le programme électoral de l'Union, mais n'a pu être appliqué jusqu'à présent, faute d'accord entre les partis. Une seule exception, mais de taille : la légalisation des « couples de fait » sort du programme du gouvernement pour être laissée à la seule initiative du Parlement. C'est une concession de taille faite à l'Église, nécessaire si Romano Prodi veut élargir sa majorité vers le centre modéré. Mis au pied du mur, ses alliés n'avaient guère le choix. Ils ont adopté ce programme « à l'unanimité ». On devrait savoir ce week-end si cela suffira au chef de l'État Giorgio Napolitano, dont les consultations se sont terminées hier soir, pour reconduire Romano Prodi dans ses fonctions.

DATE-CHARGEMENT: 23 février 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

3^e goupe : Solidarité – soutien :

Document 1 de 333

Le Figaro

24 mai 2007

Pendant la trêve, les Palestiniens fuient le camp de Nahr al-Bared

AUTEUR: (AFP)

RUBRIQUE: International

LONGUEUR: 184 mots

LIBAN. Des milliers de réfugiés palestiniens ont continué de fuir hier leur camp assiégé de Nahr al-Bared, près de Tripoli, dans le nord du Liban, de crainte d'une reprise des combats entre l'armée libanaise et les combattants islamistes. Seuls les militants armés du Fatah al-Islam étaient visibles dans les rues du camp désertées par ses habitants, en fuite ou terrés chez eux. L'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens est à pied d'œuvre à Baddaoui, distribuant eau et vivres tandis que trois ambulances du Croissant-Rouge palestinien évacuaient des blessés de Nahr el-Bared. Afin de « réaffirmer la **solidarité** de la France avec le Liban et avec sa population » dans une « période critique », le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, se rend aujourd'hui et demain au Liban. Pour son premier déplacement hors d'Europe depuis sa nomination, M. Kouchner doit avoir des entretiens avec le premier ministre libanais, Fouad Siniora, le président du Parlement et avec les principaux responsables politiques du pays, selon un communiqué du ministère français.

DATE-CHARGEMENT: 23 mai 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

Document 229 de 333

Le Figaro

23 mars 2007

Total : Christophe de Margerie mis en examen

AUTEUR: ÉRIC DECOUTY

RUBRIQUE: L'actualité économique

LONGUEUR: 396 mots

APRÈS un peu plus de vingt-quatre heures de garde à vue dans les locaux de la brigade financière à Paris, Christophe de Margerie, directeur général de Total, a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire hier soir pour « corruption d'agents publics étrangers et abus de biens sociaux » par le juge Philippe Courroye. Les faits qui sont reprochés aujourd'hui à Christophe de Margerie portent sur un contrat conclu en 1997 par Total avec la Société pétrolière nationale iranienne (Nioc) pour l'exploitation d'un champ gazier off shore dénommé South Pars. La justice soupçonne Total d'avoir versé des commissions occultes pour l'obtention de ce marché entre 1996 et 2003 ; la convention OCDE interdisant depuis

2000 tout paiement à des « agents publics étrangers ». Selon nos informations, le juge Courroye dispose de deux éléments essentiels mettant en cause le groupe Total.

Le premier émane de la justice suisse. Il concerne le versement par la compagnie pétrolière de 60 millions d'euros sur deux comptes helvétiques au nom d'une mystérieuse société de consultant baptisée Baston Lmt. En réalité, cette structure dissimulerait un intermédiaire iranien et une partie des fonds déboursés par Total aurait bénéficié à des proches de l'ancien président Hachemi Rafsandjani. Fondation iranienne Le deuxième élément à charge vient de Norvège. La justice locale, qui enquête sur une autre compagnie pétrolière, Statoil, aurait mis la main sur un contrat signé par Total avec une fondation iranienne. Là encore, ce contrat, sans justification apparente, aurait été conclu au bénéfice de l'entourage de l'ancien président iranien. Christophe de Margerie, qui était directeur Moyen-Orient du groupe pétrolier au moment des faits, devait donc s'expliquer, notamment, sur les raisons de ce contrat en même temps que sur le paiement des 60 millions d'euros à une société de consultants. Depuis le début de cette affaire, le groupe Total n'a cessé d'affirmer sa « **solidarité** avec ses collaborateurs », maintenant que le contrat en cause avait été signé « dans le respect de la loi ». Si Christophe de Margerie a été mis une deuxième fois en examen hier soir (après celle, en octobre, pour corruption dans le dossier irakien « Pétrole contre nourriture »), quatre hauts cadres de Total, en revanche, ont été remis en liberté, mercredi soir, sans être poursuivis par la justice.

DATE-CHARGEMENT: 23 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

Document 270 de 333

Le Figaro

16 mars 2007

Dans les coulisses du bal de l'X

AUTEUR: ANNE JOUAN

RUBRIQUE: L'actualité économique

LONGUEUR: 606 mots

LA TABLE d'honneur compte une trentaine d'anciens de l'X. Notamment le président du conseil d'administration de l'École, Yannick d'Escatha (X 1966) également président du Centre national d'études spatiales (Cnes), Jean-Louis Beffa (X 1960) et Bertrand Collomb (X 1960) présidents de Saint-Gobain et de Lafarge, Xavier Michel (X 1972) directeur général de l'École, Gérard Mortier directeur de l'Opéra Garnier. L'Opéra Garnier accueille donc, ce soir à partir de 18 h 30, la 116 e édition du bal de l'École polytechnique. 2 200 personnes participent à cette soirée de gala. Les dirigeants des sociétés du Cac 40 sont invités. Six ambassadeurs seront présents.

Michèle Alliot-Marie, ministre de la défense qui a la tutelle de l'École, ne fera pas le déplacement cette année mais sera représentée par François Lureau, le délégué général pour l'armement. La présence du gotha de l'industrie française explique que la soirée, qui coûte 400 000 euros, soit assurée par Tokio Insurance en cas de grève nationale des transports, d'annulation ou d'attentat. La soirée débute par un ballet de Roland Petit intitulé Proust ou les intermittences du cœur. Mais l'événement est le quadrille dansé par des couples d'élèves au bas du grand escalier suivi du dîner de gala. Les garçons portent

le grand uniforme et les filles des robes de soirée. Cette année, ces dernières ont été dessinées par la costumière Valérie Delattre. Elle en a réalisé 18 en soie et crêpe de satin rouge et noir. Les élèves dépensent 400 euros pour une robe, en partie subventionnée par l'association des anciens. La costumière gagne 200 euros par tenue. « C'est une carte de visite », estime Valérie Delattre. L'autre événement de la soirée est la tombola. 7 000 billets ont été vendus à 10 euros l'unité. Premier prix : un vase de Sèvres offert par la présidence de la République ; deuxième prix : deux billets Air France long-courrier. Suivent un vase Lalique, un sac Vuitton monogrammé. En 25^e, 26^e et 27^e positions, deux invitations pour Le Lido, le Bal du Moulin-Rouge, le Paradis Latin. « Avant, nous arrivions à obtenir une voiture. Nous avons eu une Alpha Roméo en 2002, une Nissan Micra en 2004. Nous ne pouvions pas la mettre devant le prix du président mais à l'époque, il valait mieux gagner le 2^e prix ! » remarque-t-on à l'association des anciens de l'X. Un instrument de promotion pour l'étranger L'objectif initial du bal créé en 1879 est la **solidarité**. Il s'agissait notamment d'aider la famille des anciens, en cas de décès. La famille de Jean-François Deniau dont le père est mort très jeune, a été secourue par l'association des anciens de Polytechnique. Reconnue d'utilité publique depuis 1867, cette dernière reçoit des dons qui vont de 10 à 2000 euros. « Il y a trois ans, on nous a légué un appartement de 120 m² dans le XVI^e arrondissement de Paris », rapporte Pierre Mary (X 1960), délégué général de l'association des anciens de l'X. Organisé par les anciens et depuis peu, avec les élèves, ce bal ne fait pas l'unanimité à l'École. Certains lui reprochent d'être « ringard ». Faux, rétorquent en chœur les anciens tout en admettant son côté « un peu folklorique ». « Nous avons fait faire des études d'images. Les universités étrangères ont été sollicitées, confie François-Xavier Martin (X 1963), responsable de la communication pour le bal. Résultat : il fallait garder notre tradition. Nous utilisons le bal comme un instrument de promotion à l'étranger. Nous espérons qu'avec des anciens d'universités prestigieuses comme Stanford, nous toucherons des gens influents ». Car danser peut être une autre manière de réaliser des affaires.

DATE-CHARGEMENT: 17 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

Document 298 de 333

Le Figaro

05 mars 2007

New Orleans succombe au charme français

AUTEUR: De notre envoyée spéciale à La Nouvelle-Orléans FRANÇOISE DARGENT

RUBRIQUE: Culture

LONGUEUR: 613 mots

LES CONSERVATEURS du Musée d'art de La Nouvelle-Orléans souhaitent ardemment un Renoir, l'un de leurs peintres préférés. L'Excursionniste, un petit tableau peint par le maître vers 1890, portrait poudré d'une jeune femme en promenade, est arrivée précieusement emballé parmi quelque 80 autres toiles prêtées par 45 musées français. L'image de l'adolescente orne désormais les affiches dans la ville de La Nouvelle-Orléans ravagée il y a tout juste 18 mois par l'ouragan Katrina. Trois mois après le désastre, le ministre de la Culture et de la Communication s'était rendu sur les lieux de la catastrophe. Il y est revenu en fin de semaine dernière pour inaugurer l'exposition « Femmes, femmes,

femmes », fruit d' « une aide concrète et immédiate », a-t-il rappelé, en présence du maire, démocrate de la ville, Ray Nagin, visiblement ravi.

Et le parterre d'invités de s'esclaffer lorsque ce séduisant politicien a lancé : « Quand j'entends parler français, j'ai l'impression que ce sont des gens qui s'embrassent. » Pendant deux jours, au rythme des visites et des inaugurations du ministre de la Culture, La Nouvelle-Orléans a pu goûter à cette bouffée d'air de France, reçue avec émotion par la ville qui se relève difficilement du désastre (30 % des quartiers n'ont encore accès ni à l'électricité, ni au gaz). « Cette exposition majeure montre aux yeux du monde que la culture est de retour à La Nouvelle-Orléans », a déclaré Sandra Shilstone, la présidente du comité du tourisme. La culture fait depuis toujours l'identité de cette ville du Sud dont les racines sont françaises. Renaud Donnedieu de Vabres l'a quant à lui choisi comme outil diplomatique pour prouver aux États-Unis que la France peut prendre part à son avenir. «Coopération culturelle» L'exposition au Musée d'art, montée en un temps record de 15 mois, en est un exemple. Le commissaire, Francis Ribemont a demandé un Manet à Orsay, un Corot au Louvre, un Degas à Lyon, un Picasso au musée éponyme, mais aussi les oeuvres d'autres artistes qui, de Daumier à Gervex, dessinent l'image d'une femme qui s'émancipe à la fin du XIX^e siècle. Dans le mythique Carré français, The Historic New Orleans Collection présente des documents provenant de la Bibliothèque nationale de France, rappelant « 400 ans de présence française en Louisiane ». À quelque pas, au siège de la Cour suprême, le ministère de la Culture a donné en dépôt une gigantesque maquette de la ville réalisée par deux Français passionnés de jazz. « Relancer une coopération culturelle ambitieuse » : cette phrase martelée par le ministre a pris effet dans la ville où la France s'applique à montrer son action qui va du soutien aux musiciens de jazz à la réhabilitation d'un cottage créole dans le quartier de Tremé, le lieu de naissance du jazz qui a souffert de l'ouragan, une présence en forme d'incitation à la réflexion dans une ville qui privilégie désormais les destructions pures et simples des maisons endommagées. Dès son arrivée, le ministre, qui a déposé une gerbe au mémorial des victimes de Katrina, a d'ailleurs rencontré une poignée de ces militants volontaires qui occupent des quartiers fantômes pour prouver leur détermination à les repeupler. La **solidarité** française à travers la culture a été réitérée comme un credo. Renaud Donnedieu de Vabres, rappelant le succès populaire du tout jeune Louvre-Atlanta, a d'ailleurs répété que « la France avait pour vocation à faire rayonner sa culture et ses artistes à travers le monde ». C'est ainsi qu'il a annoncé à la communauté française de La Nouvelle-Orléans qu'il se rendrait demain dans les Émirats arabes, pour signer l'accord de ce que l'on appelle déjà le Louvre Abou Dabi.

DATE-CHARGEMENT: 4 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

Aux assises, un agriculteur à bout face à des fonctionnaires à vif; Procès du meurtre de deux inspecteurs du travail

AUTEUR: GREMILLET Muriel

RUBRIQUE: SOCIETE; Pg. 14

LONGUEUR: 741 mots

ENCART: Claude Duviau avait abattu en 2004 deux agents venus contrôler ses saisonniers.

Ce matin s'ouvre devant la cour d'assises de Périgueux le procès de Claude Duviau. A l'automne 2004, en Dordogne, cet agriculteur avait tué deux inspecteurs du travail venus contrôler son exploitation. Jugé pour *"homicides volontaires sur personnes chargées d'une mission de service public"*, la qualification qui vaut quand des policiers sont tués, Claude Duviau encourt la réclusion à perpétuité.

Prunes. Ce 2 septembre 2004, Sylvie Trémouille, 40 ans, agent de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole (Itepsa) et Daniel Buffière, 47 ans, inspecteur de la Mutualité sociale agricole se présentent sur l'exploitation de Claude Duviau pour un contrôle inopiné. Ils viennent notamment vérifier les contrats de travail de sept saisonniers qui travaillent dans la ferme de Saussignac au ramassage des prunes. Après avoir vérifié leur identité, les deux inspecteurs s'approchent de l'agriculteur pour lui notifier que la présence irrégulière de salariés dans les vergers lui vaudra sans doute une convocation devant la justice.

D'après les témoins, même à ce moment-là, le contrôle se passe "bien". Personne ne note d'éclat de voix, d'engueulade entre les fonctionnaires et Claude Duviau. Celui-ci décide de rentrer dans un local, semble-t-il pour aller chercher des papiers. Ne le voyant pas ressortir, les agents entrent à leur tour. C'est là que Daniel Buffière sera tué le premier par l'agriculteur, d'un coup de fusil de chasse Beretta, à canon superposé de calibre douze. Sylvie Trémouille tente de s'enfuir. Elle sera abattue dans le dos. Claude Duviau retourne alors l'arme contre lui. Blessé à la mâchoire, il sera sauvé au CHU de Bordeaux.

C'était la première fois en 114 ans d'existence de ce corps de fonctionnaires que des inspecteurs du travail étaient tués en service. Le drame a touché bien au-delà des familles des victimes. Et ce matin, à l'audience, l'ensemble des syndicats de fonctionnaires se constituera partie civile. En *"signe de soutien et de solidarité aux familles des agents abattus"*, explique Me France Weil, avocate du SNU-TEF. Les syndicats, qui récusent toute volonté de *"récupération politique du procès"*, appellent aussi demain à une manifestation à Périgueux dans *"le calme et la dignité"* et à une journée d'action partout en France.

Charte. Les organisations agricoles, Coordination rurale (CR) en tête, le syndicat professionnel très à droite qui a largement progressé aux dernières élections professionnelles, n'ont pas annoncé de contre-rassemblement. En 2004, la CR réclamait pourtant la création d'une *"charte de bonne pratique des contrôles"* et militait pour la fin des visites inopinées...

A l'époque du meurtre, les fonctionnaires de l'inspection du travail avaient reproché le manque de réaction officielle, rapide et forte des ministères du Travail et de l'Agriculture. *"Quand on voit comment Sarkozy réagit dès qu'un flic ou un pompier est blessé dans le cadre de ses fonctions, on se dit qu'il y a deux catégories de fonctionnaires"*, explique un jeune inspecteur. Après les meurtres, les agressions avaient d'ailleurs augmenté. *"C'était*

comme si Saussignac avait donné un signe aux employeurs les plus durs. Vous pouvez y aller, ce sont les fonctionnaires, les emmerdeurs", poursuit l'inspecteur du travail. Depuis, des consignes de fermeté ont été passées par le ministère du Travail. Et une réforme de l'inspection, qui ne satisfait pas grand monde, a été entreprise. En 2006, les agressions ont baissé, mais la tension, dans certaines zones, n'est pas pour autant retombée entre des agriculteurs qui s'estiment "*victimes*" de fonctionnaires tatillons et des fonctionnaires qui ne se sentent pas soutenus par leur administration.

L'avocat de Claude Duviau annonce une ligne de défense assez simple pour son client, incarcéré depuis le double meurtre. L'agriculteur était dépressif, criblé de dettes. "*Il n'avait pas de compte à régler avec l'administration*", déclare ainsi Me Eric Visseron à Reuters. Demandant que "*cessent les récupérations d'un dramatique fait divers*".

Assurance décès. D'après l'avocat, Claude Duviau avait d'ailleurs programmé son suicide après la récolte, espérant que l'assurance décès allait pouvoir mettre sa famille à l'abri des dettes. "*Quelles que soient les raisons invoquées, un tel acte est inadmissible*", tranche Me Jean-Baptiste Etcheverry, avocat de Gilles Trémouille, mari de l'inspectrice tuée en 2004. Le verdict est attendu vendredi soir.

DATE-CHARGEMENT: 5 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 305 de 333

Libération

5 mars 2007 lundi

Airbus: quelle latitude pour les candidats?;
Après l'annonce des suppressions d'emplois, les limites des promesses électorales.

AUTEUR: BISEAU Grégoire

RUBRIQUE: POLITIQUES; Pg. 11

LONGUEUR: 827 mots

Il ne sera pas dit qu'Airbus sera à Ségolène Royal ce que Michelin et les biscuits Lu ont été à Lionel Jospin. En 1999, devant l'ampleur du plan social du fabricant de pneumatique (2 000 emplois en moins), Jospin avait lâché le désormais cultissime "*l'Etat ne peut pas tout*". En 2001, en visite chez les ouvriers Lu, qui luttaienent contre la fermeture de leur usine, le Premier ministre avait laissé derrière lui une fatale impression d'indifférence.

Ségolène Royal a retenu la leçon: elle a fait de l'annonce de la suppression des 10 000 emplois de l'avionneur européen un des enjeux majeurs de ce début de campagne. Elle a, vendredi, doublé Nicolas Sarkozy et François Bayrou en rencontrant les syndicats d'Airbus à Pau (*Libération* des 3 et 4 mars). Elle leur a beaucoup promis (moratoire du plan Power8, et recapitalisation d'EADS par l'Etat et par huit régions socialistes). Aujourd'hui et demain, jour de la mobilisation des salariés d'Airbus, elle sera à Berlin pour rencontrer la chancelière Angela Merkel avec qui elle évoquera bien sûr le dossier Airbus. Bref, la candidate socialiste tient un excellent timing. Elle oblige ses deux concurrents directs, François Bayrou et Nicolas Sarkozy, à prendre aujourd'hui leur billet pour Toulouse

et à dévoiler leurs intentions. Retour en trois questions sur ce que peuvent ou non les pouvoirs publics, et donc sur ce que peuvent promettre les candidats à la présidentielle.

1 L'Etat peut-il décider d'un moratoire du plan social ?

En l'état actuel du mode de gouvernance d'EADS, la maison mère d'Airbus, ce n'est pas possible. Selon le pacte d'actionnaires, l'Etat français (pourtant actionnaire à hauteur de 15 %) n'a pas son mot à dire sur la gestion opérationnelle du groupe. Il a confié cette mission à l'industriel Arnaud Lagardère, qui représente les intérêts français. A s'offusquer trop fort de cette situation, Ségolène Royal prendrait un risque politique majeur. Car la droite aurait vite fait de lui rappeler que c'est Lionel Jospin, Premier ministre, et Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Economie, qui ont négocié ce pacte. Ils n'avaient pas beaucoup de choix : c'était la condition non négociable que posait DaimlerChrysler (l'autre actionnaire d'EADS) au maintien de l'Etat français au capital du groupe d'aéronautique.

2 Power8 est-il un bon plan ?

Pour la gauche, et malgré les amitiés qu'elle porte à Louis Gallois (l'un des derniers grands patrons à ne pas cacher sa sensibilité socialiste), la réponse est évidemment non. En revanche, aucun des candidats de droite (ni Sarkozy, ni Bayrou) n'a pour l'instant critiqué ni même remis en question le contenu du plan. Le gouvernement affiche sa **solidarité** avec Gallois. A une condition : pas de licenciement sec. Pour l'UMP comme pour l'UDF, les 10 000 suppressions d'emplois de Power8 sont l'unique condition pour un retour à la compétitivité. Or, d'après cet ancien cadre dirigeant d'Airbus, rien n'est moins sûr. *"Power8 ne se fera pas car il n'est pas réaliste, diagnostique-t-il. Pour être crédible, il aurait fallu aller beaucoup plus loin dans la spécialisation de sites par famille d'avions. C'est ce qu'avait recommandé Christian Streiff [parti depuis chez PSA, ndlr]. Mais Gallois a préféré faire marche arrière et trouver un compromis avec les Allemands. Si bien qu'on peut se demander comment Airbus va fabriquer autant d'avions dans un schéma industriel presque inchangé mais avec 10 000 emplois en moins."*

3 L'Etat doit-il participer à la recapitalisation d'EADS ?

La candidate socialiste a raison de dire que la crise que traverse l'avionneur européen n'a rien d'une crise industrielle classique. Airbus ne souffre pas (contrairement à Boeing en son temps) d'un effondrement de son plan de charge, d'une chute de son carnet de commandes, ou d'effectifs pléthoriques qui minent sa compétitivité. C'est même tout le contraire: il y a du travail ras la gueule pour au moins cinq ans. Airbus a tout simplement besoin d'argent frais pour compenser les retards de son A380 et le doublement de la facture de son futur A350. Dans ce cadre-là, les Etats actionnaires d'EADS (la France, l'Allemagne, à travers ses Länder, et l'Espagne) ont fatalement leur mot à dire, puisque directement concernés par le sujet. Le problème pour Ségolène Royal c'est que Nicolas Sarkozy et François Bayrou partagent à peu de choses près ce diagnostic. Hier, François Hollande s'est probablement avancé un peu vite, en déclarant sur Canal+, que les électeurs auraient le choix le 22 avril entre une politique de désengagement de l'Etat incarné par Sarkozy ou *"une politique volontariste"*. Car pour l'UMP, le cas Airbus ressemble beaucoup à celui d'Alstom, ce groupe industriel français que le gouvernement Raffarin a su remettre à flot en y injectant de l'argent public pendant trois ans (lire ci-contre). Nicolas Sarkozy a déjà laissé entendre qu'il pourrait proposer, ce soir, ce type de solution. Ce qui du coup couperait l'herbe sous les escarpins de Royal.

DATE-CHARGEMENT: 5 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Cinéma, la France joue la qualité;
En réponse aux critiques de la cinéaste Pascale Ferran sur la production française lors de la remise des césars.

AUTEUR: DONNEDIEU de VABRES Renaud.

Renaud Donnedieu de Vabres ministre de la Culture et de la Communication.

RUBRIQUE: REBONDS; Pg. 29

LONGUEUR: 913 mots

Le système français cloisonnerait-il les films, en ne permettant qu'aux films "de divertissement" d'avoir des budgets importants, tandis qu'il y aurait une autre catégorie, les films "à vocation artistique" qui seraient aussi des films "pauvres" ? Y a-t-il dissociation aujourd'hui entre la création cinématographique, le point de vue personnel et l'adresse au plus grand nombre ?

Je veux répondre à ces questions sur l'état du cinéma français, non dans un esprit polémique mais parce qu'il est de mon rôle et de mon devoir de rétablir certaines vérités. J'y réponds aussi parce que le cinéma français, ceux qui se battent pour sa créativité, son financement, et son public, méritent mieux que des pétitions de principe, teintées peut-être d'arrière-pensées. Oui, le cinéma mérite mieux que la seule plainte. Il exige une vigilance et une action constante, comme les pouvoirs publics s'y emploient maintenant depuis plusieurs décennies, et avec une énergie accrue depuis 2002.

Je récuse l'opposition introduite par certains entre cinéma commercial et cinéma d'auteur. La force et la particularité du cinéma français sont d'être le fruit de la création d'auteurs qui ont parfois pour ambition de viser un large public, et d'autre fois de réaliser des oeuvres plus personnelles, et plus risquées, par rapport à l'écho qu'elles peuvent trouver auprès des spectateurs. Mais serait-ce parce qu'un film rencontre un succès auprès du public, qu'il perdrait pour autant ses qualités artistiques ? De nombreux films montrent heureusement qu'il n'en est rien.

Les moyens sont réunis aujourd'hui en France pour qu'un cinéma innovant et indépendant des modes et des pressions commerciales du moment puisse rencontrer un public. Je rappellerai rapidement les éléments les plus importants : un réseau de salles qui est le premier d'Europe et un réseau art et essai qui est le premier du monde ; un tissu d'entreprises indépendantes très actives et soutenu notamment par les aides sélectives, en permanence réajustées et renforcées pour accroître leur impact et leur efficacité ; un soutien renouvelé au court métrage, essentiel à la création et aux nouveaux talents ; et sans oublier bien sûr un système de soutien à l'emploi des artistes et des techniciens, par un régime spécifique d'assurance chômage maintenu au sein de la **solidarité** interprofessionnelle et par une convention collective en cours de renégociation.

La vitalité et la diversité du cinéma français sont une réalité. D'une part, les chiffres de la production cinématographique 2006 font apparaître un nombre de films produits identique à celui de 2004 (203 films), après une année 2005 atypique (240 films).

Ces données indiquent ainsi une stabilisation à un niveau élevé du nombre de films produits, autour de 200, avec des investissements toujours importants, supérieurs au milliard d'euros. D'autre part, le public aime le cinéma français, qui représente 45 % de part

de marché, soit plus de 84 millions d'entrées pour les films français en 2006 : c'est un record depuis 1984.

Cette réalité est le résultat du soutien constant des pouvoirs publics et ne pourrait exister sans la participation des télévisions. Certes, les rapports du cinéma et de la télévision n'ont jamais été simples. Mais le financement du cinéma en France a besoin de la télévision. Est-il nécessaire de rappeler que c'est grâce au mécanisme de financement du cinéma par les chaînes de télévision que le cinéma français, à la différence du cinéma italien, n'est pas mort ? Et que propose-t-on à la place ? Beaucoup de premiers films existent parce qu'une chaîne de télévision accepte de prendre le risque d'investir dans une première oeuvre. La très grande majorité des auteurs plaident d'ailleurs plutôt pour un accroissement des obligations d'investissement des chaînes de télévision dans le cinéma. Pour aller dans ce sens, j'ai souhaité que l'obligation passe de 3,2 % à 3,5 % dans le contrat d'objectifs et de moyens d'Arte qui vient d'être adopté.

Je tiens enfin à rappeler le succès d'un ensemble de mesures qui bénéficient au cinéma français et mises en place par ce gouvernement. C'est tout d'abord la création d'un crédit d'impôt cinéma, qui bénéficie à 115 films en 2006. C'est ensuite le développement des aides en régions, avec la création du dispositif "1 euro de l'Etat pour 2 euros de la collectivité". Ce sont aussi les Soficas (mécanisme fiscal pour les particuliers qui permet de financer des films, dont l'attractivité a été maintenue malgré la suppression des niches fiscales) qui ont permis en 2006, d'attirer 66 millions d'euros au total, un chiffre sans précédent. C'est enfin la modernisation de la taxe alimentant le compte de soutien à l'industrie des programmes, qui y fait désormais participer tous les distributeurs, y compris les fournisseurs d'accès à l'Internet. Adoptée le 22 février 2007 dans le cadre de la loi relative à la modernisation audiovisuelle et à la télévision du futur, cette réforme majeure pour l'avenir du cinéma français et de son financement garantira le dynamisme nécessaire aux recettes du compte de soutien.

Les mots "culture" et "diversité culturelle" sont au cœur de mon action quotidienne. Et ils sont au cœur du projet présidentiel et de la volonté politique de cette majorité. Le système français d'aide au cinéma, désormais reconnu et validé par la commission européenne, est un acquis dont chacun doit prendre l'engagement de ne pas le remettre en cause. L'améliorer encore, c'est mon ambition.

DATE-CHARGEMENT: 28 février 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Le palais de Varsovie, histoire classée

AUTEUR: ZOLTOWSKA Maja

RUBRIQUE: MONDE; Pg. 8

LONGUEUR: 720 mots

ENCART: Symbole du joug soviétique, l'encombrant bâtiment est devenu monument historique.

Varsovie de notre correspondante

Haï par les Varsoviens au point que certains voulaient sa démolition, admiré par les touristes pour son originalité, au point qu'un milliardaire américain a voulu le racheter pour le transposer aux Etats-Unis, le Palais de la culture et des sciences, la gigantesque bâtisse soviétique qui domine la capitale polonaise, a fini, malgré les controverses, par être classé monument historique.

Rolling Stones. Longtemps, sa flèche a été le symbole de la domination politique soviétique en Pologne après la Seconde Guerre mondiale et s'associait aux pires souvenirs de l'époque stalinienne. Mais le palais qui abrite de nombreux théâtres, cinémas et salles de concerts s'est peu à peu inscrit durablement dans la vie culturelle de la ville. Dans sa plus grande salle se tenaient aussi bien les congrès du Parti communiste ou les réunions du pacte de Varsovie que des concerts inoubliables, dont ceux des Rolling Stones, symbole de la *"culture pourrie de l'Occident"*, de Marlène Dietrich ou de Charles Aznavour. *"Qu'on l'aime ou non, il est là. Qu'on y voie un bâtard de Staline ou un don généreux du peuple russe, on n'y peut rien, telle fut notre histoire"*, explique à *Libération* Lech Isakiewicz, directeur du palais. Il est le bâtiment le plus visité et figure sur les cartes postales.

Souvenirs. *"De plus en plus de Varsoviens voient en lui une icône de leur ville, poursuit Lech Isakiewicz. Les Français ont eu le même problème avec la tour Eiffel. Au début, ils la détestaient et, malgré tout, elle est devenue le symbole de Paris."* C'est Josef Staline qui fut à l'origine du projet. Le palais devait symboliser la **solidarité** du peuple soviétique avec le peuple polonais et sa capitale martyre, rasée à 90 % pendant la guerre. Le donateur voulait-il effacer ses péchés envers la ville ? Car, aux yeux des Polonais, c'est Staline qui a laissé les Allemands raser la ville pendant la sanglante insurrection de 1944. Son armée attendait, arme au pied, sur l'autre rive de la Vistule. *"Ce bâtiment est le symbole même de la botte de l'occupant soviétique. S'il devait être le plus grand, ce n'était pas pour plaire, mais pour rappeler à tout le monde qui détenait le pouvoir en Pologne"*, estime l'architecte varsovien Czeslaw Bielecki, qui fut, à la chute du communisme, un des initiateurs de sa transformation en un musée du communisme et de ses crimes. Il avait proposé de démolir une aile du palais pour y édifier une tour plus haute que ses 231 mètres.

Malgré le soutien de nombreuses personnalités dont le cinéaste Andrzej Wajda et les frères Kaczynski, aujourd'hui au pouvoir, l'idée n'a jamais vu le jour, surtout faute d'argent. Et, désormais, plus personne ne pourra toucher au bâtiment sans l'aval des autorités. *"C'est le symbole d'une époque qui mérite d'être préservée, même s'il suscite des souvenirs liés au régime soviétique. Ce sera aussi une forme de mise en garde contre des systèmes totalitaires"*, rétorque Stefan Kurylowicz, architecte favorable à la préservation de l'édifice.

Blague. De nombreux architectes soulignent que le mal fait à la ville est irréversible. Pour construire le palais, il a fallu démolir tout un quartier du centre. *"Devons nous détruire*

à nouveau ce qui a détruit ?" s'interroge Jaroslaw Zielinski, un historien de la ville, rappelant qu'"il y a peu de bâtiments de cette taille dans le monde". Staline adorait tout ce qui était grandiose et envoyait aux Américains leur Empire State Building. Il a ainsi fait construire à Moscou les fameuses Sept Sœurs de Staline. Le palais de Varsovie en est d'ailleurs une variante unique en Europe centrale.

Pour l'adapter au goût polonais, l'architecte russe Lev Rudniev, qui l'a conçu en 1952, s'est inspiré de détails des palais médiévaux de Cracovie, l'ex-capitale de la Pologne. Mais le bâtiment a longtemps été détesté pour des raisons historiques et politiques. Une blague de l'époque communiste disait : *"La plus belle vue de Varsovie est du haut du trentième étage du palais. C'est le seul endroit de la ville d'où on ne voit pas le palais."*

Aujourd'hui, pour avoir une vue sur le bâtiment, il faut payer très cher. L'agence immobilière qui commercialise les appartements du célèbre architecte américain Daniel Libeskind, dont la tour est prévue juste en face du palais, en a fait son slogan publicitaire.

DATE-CHARGEMENT: 28 février 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 325 de 333

Le Figaro

24 février 2007

IDF : soutiens à Jean-Paul Huchon RÉGION...;
EN BREF

RUBRIQUE: France

LONGUEUR: 111 mots

IDF : soutiens à Jean-Paul Huchon RÉGION. Les vice-présidents de la région Île-de-France ont exprimé hier leur « confiance » et leur « **solidarité** » envers Jean-Paul Huchon, président socialiste du Conseil régional. Ce dernier a été condamné pour « prise illégale d'intérêts » à six mois d'emprisonnement avec sursis, 60 000 euros d'amende et un an d'inéligibilité, mais il a fait appel. José Bové fait campagne au Mali GAUCHE. Le leader altermondialiste José Bové, candidat à l'élection présidentielle, est arrivé hier au Mali pour participer à un forum sur la sécurité alimentaire et « défendre la cause de (ses) frères paysans africains ». Il doit rester trois jours.

DATE-CHARGEMENT: 23 février 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

4^e groupe : Solidarité en économie:

Document 202 de 333

Le Figaro

31 mars 2007

Michel Pébereau n'a pas renoncé à sa croisade contre la dette

AUTEUR: CY. L.

RUBRIQUE: L'actualité économique

LONGUEUR: 315 mots

COLLOQUES d'anciens élèves, réunions en province d'actionnaires de BNP Paribas, rencontres entre patrons... Depuis un an et demi, Michel Pébereau ne rate jamais une occasion pour marteler son message sur la nécessaire remise en ordre des finances publiques. Et si, comme l'affirme un récent sondage LH2, 81 % des Français se disent préoccupés par la dette, on le doit autant au rapport remis par le président de BNP Paribas à Thierry Breton fin 2005 qu'à l'énergie qu'il déploie pour le promouvoir. Depuis le début de la campagne, Michel Pébereau multiplie les initiatives.

«Hiérarchiser leurs priorités» Le chiffrage du coût des programmes présidentiels par l'institut de l'entreprise qu'il préside ? « Il était essentiel que l'opinion publique comprenne que quand elle demande quelque chose à l'État, cela a un coût, tout comme il était utile de pousser les candidats à lever d'éventuelles ambiguïtés et à hiérarchiser leurs priorités. » Quant à la polémique, lancée par l'OFCE sur le non-intérêt de chiffrer les programmes, il rejette les critiques : « L'économie est la gestion de la rareté : connaissez-vous des ménages qui s'engagent dans une dépense avant de la chiffrer ? » Pour lui, il y va de la **solidarité** intergénérationnelle. « On ne peut plus laisser à nos enfants des dettes générées par nos dépenses de tous les jours, de santé ou de services administratifs. » Satisfait que les finances publiques occupent le devant, Michel Pébereau pointe l'absence d'autres questions majeures : « Il faut dire comment on réforme l'assurance-maladie et nos régimes de retraite, comment on renforce la compétitivité de la France et ce que l'on fait pour rénover l'appareil d'éducation et de recherche pour assurer l'égalité des chances de tous les Français. » Autant de propositions qui figurent dans son dernier livre : C'est possible ! Voici comment... , cosigné avec Bernard Spitz.

DATE-CHARGEMENT: 30 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

Ce que proposent les candidats; Présidentielle. Projets au quotidien : 4. Les délocalisations

AUTEUR: AESCHIMANN Eric, VIROT Pascal

RUBRIQUE: POLITIQUES; Pg. 12

LONGUEUR: 558 mots

Nicolas Sarkozy : réhabiliter la préférence communautaire

Contre les délocalisations, le candidat de l'UMP entend mettre en oeuvre une *"politique industrielle, en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts"*. Il prend l'exemple d'Alstom qui, selon lui, *"montre qu'il est possible de nous battre pour notre industrie."* Pour lui, l'*"Europe ne doit pas être le cheval de Troie d'une mondialisation réduite à la circulation des capitaux et des marchandises, mais doit au contraire protéger ses peuples dans la mondialisation.[...] Je réhabiliterai la préférence communautaire, c'est-à-dire le droit pour l'Europe, lorsque c'est son intérêt, notamment à l'OMC, de préférer et donc de protéger ses produits, ses entreprises, ses marchés."*

Ségolène Royal : conditionner les aides publiques

Dans son "pacte présidentiel", la candidate socialiste fait plusieurs propositions en la matière dont la mise en place d'une *"politique industrielle capable de préparer l'avenir et de réduire les risques de délocalisations avec la création d'une Agence nationale de réindustrialisation"*. Ségolène Royal prévoit aussi de *"donner la priorité à l'investissement des entreprises avec un taux d'impôt sur les sociétés plus bas si le bénéfice est réinvesti et plus haut s'il est distribué aux actionnaires"*. Enfin, la candidate veut *"conditionner les aides publiques aux entreprises à l'engagement de ne pas licencier quand l'entreprise dégage des profits substantiels et obtenir le remboursement en cas de délocalisation"*.

Jean-Marie Le Pen : le retour au protectionnisme et aux quotas

Selon le leader de l'extrême droite, l'*"entreprise française est asphyxiée"*. Le coupable, aux yeux du président du Front national : le *"mondialisme ultralibéral"* dont les *"effets"* provoquent l'*"ouverture des frontières économiques avec le dumping social que l'on connaît"*. Il propose donc la *"mise en place d'un protectionnisme ciblé aux plans national et européen à l'instar des Etats-Unis, du Japon ou de la Chine, dans le but de sauvegarder certains secteurs stratégiques"*. Pour lui, la *"France pourra exiger selon les cas, des quotas d'importation" ou "des barrières douanières modulables, remboursables et bonifiables dont l'instauration serait idéalement mise en oeuvre à l'échelon européen"*.

François Bayrou : une harmonisation des règles sociales en Europe

Pour le centriste, la *"stratégie économique dont la France a besoin, c'est de placer notre pays du côté de la création, de l'inventivité, de l'encouragement à entreprendre"*. Le candidat de l'UDF n'oublie pas l'Union européenne qui, par une *"politique européenne doit donner à notre continent la **solidarité** d'un espace de vraie souveraineté économique"*. Enfin, pour que le *"dumping social et les délocalisations ne soient pas demain la réalité dominante"*, le candidat plaide pour une *"harmonisation de nos règles sociales en Europe."*

Marie-George Buffet : instaurer une taxe pénalisante

Elle propose que les entreprises qui délocalisent remboursent les *"aides publiques reçues"*. Elle veut instaurer une *"taxe pénalisante [...] appliquée sur la réimportation des produits de ces entreprises"*. *"Cette mobilisation contre les délocalisations doit s'accompagner d'une politique européenne d'harmonisation sociale et fiscale pour contrer la mise en concurrence des salariés et des territoires."*

DATE-CHARGEMENT: 31 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 213 de 333

Le Figaro

27 mars 2007

Et si l'on votait plutôt pour Gordon Brown !

AUTEUR: LA CHRONIQUEd'Yves de Kerdrel

RUBRIQUE: Débats & Opinions

LONGUEUR: 900 mots

La France et l'Écosse ont des liens presque millénaires. Le général de Gaulle lui-même disait que les relations entre les deux nations constituaient le plus vieux traité d'alliance au monde. Doit-on rappeler que Marie Stuart, déjà reine d'Écosse à l'âge de sept jours, a régné sur la France pendant quelque dix-huit mois après son mariage avec le roi François II. Et si l'Hexagone est aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Écosse, ce n'est pas à cause de ces liens historiques, mais en raison des achats de whisky.

À l'inverse, un groupe écossais a racheté à Danone sa filiale Kronenbourg. Et l'accord a été conclu au cœur du château de Stirling où se cacha Marie Stuart après son retour outre-Manche Si l'Écosse se rappelle à nous aujourd'hui, c'est parce que c'est un Écossais de pure souche qui devient l'homme fort de la Grande-Bretagne. En toute logique, Gordon Brown, le chancelier de l'Échiquier, c'est-à-dire l'équivalent du ministre de l'Economie, devrait succéder à Tony Blair dans les mois qui viennent à la tête du Parti travailliste, et de fait, il s'installera au 10, Downing Street de manière à préparer les prochaines élections prévues en 2009. Il n'aura pas réussi à battre le record de durée à ce poste stratégique. Mais pendant ses dix années aux commandes du Trésor royal, il aura eu le temps et la curiosité de voir défiler à Bercy pas moins de huit confrères différents ! Ce qui fait le prestige de Gordon Brown, ce n'est ni son ascendance écossaise ni une certaine gravité qu'il doit à la fois à l'éducation d'un père pasteur, à la perte d'un oeil après un match de rugby un peu violent ou à la disparition cruelle de son premier enfant. Non, le respect et l'autorité qu'il dégage, il les doit à la plus longue période de prospérité économique que la Grande-Bretagne ait jamais connue. Une tendance qui ne devrait pas se démentir cette année puisque la croissance attendue est de 2,7 %. Et cet environnement favorable devrait encore perdurer l'an prochain avec une machine économique tournant au rythme de 2,5 à 3 %. Ce qui en fera le pays le plus dynamique de tous ceux qui composent le fameux G 7. À un moment où Gordon Brown traversait une passe difficile dans l'opinion du fait de ses relations tendues avec Tony Blair, l'idéal aurait été de lui proposer de devenir le locataire de l'hôtel Matignon. De la même manière que les grands groupes français n'hésitent plus à débaucher des managers de talent à l'étranger, on pourrait imaginer qu'un homme politique de son brio

puisse être « impatrié » dans l'Hexagone de manière à faire profiter nos élites de ses idées et de son pragmatisme. Pourquoi même ne pas imaginer que, à l'image de ce qui se passait au temps des Valois ou des Capétiens, la France puisse faire venir, par Roscoff (comme Marie Stuart) ou par l'Eurostar (pour l'efficacité), des personnalités qui ont fait leurs preuves ailleurs en Europe. Au moment où le débat électoral français tourne à la confusion et avant que Nicolas Sarkozy prononce son grand discours programme sur l'économie, Gordon Brown a présenté il y a quelques jours son projet de budget pour la Grande-Bretagne. Et son discours se compare facilement à tous les pactes, les programmes et autres engagements auxquels sont soumis les Français depuis quelques semaines. Tout chez Brown, comme chez Blair et chez leur maître commun Anthony Giddens, repose sur la maxime « Ce qui compte, c'est ce qui fonctionne ». Brown est travailliste. Il est donc une sorte de néokeynésien qui n'oublie ni la **solidarité** ni la redistribution, à condition que cela ne se fasse pas aux détriments des finances publiques. C'est toute la différence avec ce que l'on entend de ce côté-ci de la Manche. Cette année, il propose par exemple aux entreprises de créer encore plus de richesse en abaissant le taux de l'impôt sur les sociétés. Mais la vigueur économique que ce mouvement va créer l'autorise à maintenir des dépenses publiques importantes dans quatre domaines, la santé, l'éducation, la sécurité et la défense. Aucune dépense de fonctionnement n'est financée par le recours à la dette publique, ce qui est le b.a.-ba d'une saine gestion. Et il baisse une fois encore l'impôt sur le revenu pour le ramener à son niveau le plus bas depuis soixante-quinze ans ! Heureux Britanniques ! Évidemment une politique de cet acabit ne fait pas le bonheur des tories qui ont peu d'arguments à faire valoir contre ce programme construit autour de trois valeurs : la famille, l'équité et le futur. Tout en maintenant une dette publique à un niveau inférieur au ratio de 40 % de la richesse nationale. Mais force est de constater qu'avec un taux de chômage de 5 % et un niveau de vie par habitant qui a progressé de 30 % en vingt ans par rapport à celui des Français, il est difficile de trouver la moindre faille à ce programme. Étant donné la fin qui a été réservée par les Anglais à Marie Stuart, il est vain d'imaginer que le 22 avril prochain les électeurs français appellent Gordon Brown à la rescousse en glissant un bulletin à son nom dans les urnes de la République. Cela aurait pourtant fait deux peuples heureux : d'une part les Anglais attachés à Tony Blair, et d'autre part les Français, dont le nombre d'indécis témoigne de leur faible capacité de jugement. «« Gordon Brown veut baisser l'impôt sur le revenu des Britanniques pour le ramener à son niveau le plus bas depuis 75 ans ! »»

DATE-CHARGEMENT: 27 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Publication internet

Procès Charlie: les caricatures de Mahomet relaxées; Seul un plaignant, l'Union des organisations islamiques de France, fait appel.

AUTEUR: BOLTANSKI Christophe
RUBRIQUE: SOCIETE; Pg. 13
LONGUEUR: 744 mots

A l'énoncé du jugement, Philippe Val émet un sourire très maîtrisé. Son avocat, Richard Malka, l'embrasse. Le directeur de *Charlie Hebdo* donne à son tour l'accolade à son autre défenseur, Me Georges Kiejman. Des applaudissements fusent dans le prétoire et se poursuivent jusque dans l'escalier du Palais de justice de Paris. *"Merci Philippe !"* *"Vive la liberté d'expression !"* crient des partisans de l'hebdomadaire satirique venus en nombre, comme à chaque étape de ce feuilleton judiciaire. A l'issue de quelques minutes d'audience, le président Jean-Claude Magendie a prononcé la relaxe et rejeté les demandes des parties civiles. En reproduisant les caricatures danoises de Mahomet qui avaient suscité des réactions violentes à travers le monde, en ajoutant en une son propre dessin signé Cabu, *Charlie* ne s'est pas rendu coupable d'*"injures publiques"* envers les musulmans.

Blasphème. *"Dans une société laïque et pluraliste, le respect de toutes les croyances va de pair avec la liberté de critiquer les religions, quelles qu'elles soient"*, insistent les juges, tout en rappelant que le blasphème n'est plus réprimé en France. Ainsi n'y a-t-il rien de répréhensible dans le premier des trois dessins incriminés, celui de Cabu, montrant un prophète accablé d'*"être aimé par des cons"*. *"Si ce dernier terme constitue bien une expression outrageante, il ne vise que les "intégristes" expressément désignés dans le titre."* Même tarif concernant un Mahomet planté sur un nuage et refoulant les terroristes d'un : *"Arrêtez, nous n'avons plus de vierges !"* Il s'en prend aux attentats-suicides, non à l'islam. En revanche, le troisième croquis, représentant le Prophète coiffé d'une bombe, *"apparaît en soi et pris isolément de nature à outrager l'ensemble des adeptes de cette foi [...] en ce qu'il les assimile sans distinction ni nuance à des fidèles d'un enseignement de la terreur"*. Mais, aussi choquant soit-il, il doit être apprécié dans le *"contexte"* de l'époque, marqué par des manifestations violentes. *Charlie Hebdo* *"a clairement revendiqué un acte de résistance à l'intimidation et de solidarité envers les journalistes menacés ou sanctionnés"*. Le journal n'a pas, selon les juges, cherché à *"offenser"* l'ensemble des musulmans, mais à apporter sa contribution à un *"débat d'idées sur les dérives de certains tenants d'un islam intégriste"* et *"violent"*.

Rarement dénouement judiciaire aura été si largement salué. A la sortie, Philippe Val n'est pas le seul à se déclarer *"satisfait"*. Les avocats de la Grande Mosquée de Paris, pourtant à l'origine de la plainte, ceux-là mêmes qui l'accusaient un mois plus tôt de *"racisme"*, lui font écho. Me Christophe Bigot salue un *"bon jugement, car il fixe un certain nombre de bornes"*. Et son collègue, Me Francis Szpiner, d'ajouter que *"vraisemblablement"* son client ne contestera pas en appel la décision, qualifiée d'*"équilibrée"*. *"Le tribunal a fait la même lecture que la nôtre, mais n'en a pas tiré les mêmes conséquences. Il a pris bien soin de dire que, dans un autre contexte, il aurait très certainement prononcé une condamnation."* A l'opposé, l'autre coplaignant, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), dénonce par la voix de son président, Lhaj Thami Breze, un jugement *"politique"*. *"Oui, on va faire appel"*, lance ce dernier. Pour Me Kiejman, cette différence d'attitude prouve que le recteur de la mosquée de Paris, Dalil

Boubaker, n'a engagé ce bras de fer que sous la pression de sa base. *"Il doit même être content du résultat"*, estime-t-il.

Attitude munichoise. A la rédaction de *Charlie Hebdo*, on sable le champagne. Philippe Val, tout habité par sa lutte contre l'intégrisme islamiste, parle d'une *"victoire européenne"*, d'une revanche après l'assassinat de Theo Van Gogh aux Pays-Bas, la déprogrammation d'*Idomeneo* de Mozart par l'opéra de Berlin ou l'absence de réactions aux attaques contre le Danemark et ses ambassades. *"C'était une attitude munichoise"*, lance Philippe Val. Un combat *"loin d'être gagné"*, selon sa journaliste Caroline Fourest, citant une enquête de *Pèlerin Magazine* montrant que 82 % des 18-24 ans trouvent inacceptable et raciste de rire de la religion en public : *"La leçon qu'on a tirée de ce débat, c'est la nécessité de tout reprendre à zéro."* Le journal a bien l'intention de continuer à rire de l'islam, comme des autres croyances. *"Et, rappelle Me Malka, on sait bien que Charlie a traité très durement la religion catholique."* A bon entendeur.

DATE-CHARGEMENT: 24 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Document 261 de 333

Libération

19 mars 2007 lundi

Pays pauvres, à l'aide !;
Economiques

AUTEUR: DUFLO Esther.

Esther Duflo est professeure au Massachusetts Institute of Technology et à l'Ecole d'économie de Paris.

RUBRIQUE: REBONDS; Pg. 29

LONGUEUR: 855 mots

Les campagnes électorales ne sont pas les meilleurs moments pour parler de l'aide au développement. Celle que nous vivons en ce moment est particulièrement pauvre sur cette question. C'est bien naturel. Les pays pauvres sont loin, leurs citoyens ne votent pas et ne sont pas dans le panel de la Sofres. Quand on finit par trouver ce que Royal, Sarkozy et Bayrou ont à dire sur le développement, on est frappé par leur uniformité sur certains grands points : promouvoir le "codéveloppement", faire en sorte que l'aide au développement soit plus efficace, cesser de la monnayer politiquement, mettre la priorité sur l'Afrique, lutter contre la corruption. Cette belle uniformité se retrouve dans la motivation de l'aide au développement. Il s'agit surtout de persuader les pauvres de rester chez eux (voire, pour Bayrou et Sarkozy, dans leur ferme) plutôt que de venir chez nous.

Comme souvent, ce beau consensus reflète le souci d'éviter de se confronter aux problèmes qui nécessitent de vrais choix politiques en faisant miroiter des propositions auxquelles tout le monde gagne (ce que les Américains appellent le *win-win*), même si elles sont illusoires.

Commençons par l'idée que l'aide au développement constituerait un frein à l'immigration. Elle est séduisante, mais ne tient pas vraiment la route. Les différences de niveaux de vie qui justifient l'immigration ne seront pas comblées de sitôt, même si l'Afrique se transformait en tigre asiatique. Si les programmes d'éducation et de microcrédit aidaient certains Africains à sortir de leur pauvreté intolérable, il est même possible que cela leur donnerait les moyens et l'ambition d'émigrer pour faire encore mieux. On ne peut pas faire l'économie d'un choix sur la valeur que nous attribuons à la **solidarité** internationale et sur notre tolérance vis-à-vis de l'immigration.

Venons-en à l'idée qu'il faut rendre l'aide plus efficace et faire plus avec moins (seule Royal s'engage à faire des efforts sur le volume de l'aide internationale, soulignant que, avec 0,32 % de son budget consacré à l'aide, la France est loin de ses engagements 0,75 %). C'est une excellente idée, mais on est un peu déçu quand les candidats en viennent aux propositions concrètes. Tous les trois mentionnent le microcrédit, la solution *win-win* par excellence puisqu'à terme elle ne coûte rien au donneur. Mais, dans leur enthousiasme, les candidats oublient d'une part que l'Agence française du développement est déjà fortement impliquée dans ce secteur, et d'autre part qu'il n'y a encore aucune étude qui démontre de façon rigoureuse l'impact du microcrédit sur la réduction de la pauvreté.

De même, tous les trois mentionnent la nécessité de lutter contre la corruption sans expliquer comment, pour la bonne raison qu'il n'y a pas de solution miracle. Ici encore, les candidats évitent la difficile question de fond : si l'aide n'est pas aussi efficace qu'on le voudrait, ce n'est pas seulement à cause de gaspillages de fonds ou de manque d'obligation de résultats de l'AFD (curieusement, c'est Sarkozy, encore membre du gouvernement, qui insiste le plus là-dessus...) ou du FMI et de la Banque mondiale (Royal). C'est aussi parce que les problèmes auxquels ces pays font face sont difficiles, et que bien souvent nous ne savons simplement pas comment les résoudre. Plutôt que d'asséner des solutions prétendument "*infiniment plus efficaces*" (Bayrou), avouer cette ignorance et proposer une approche plus humble où l'on s'engagerait à utiliser une partie de l'aide pour appuyer des projets innovants et les évaluer pour en tirer les leçons serait courageux et utile. Là encore les candidats sont en retard sur l'AFD, qui la première parmi les agences d'aide européenne s'est engagée dans ce processus en soutenant des évaluations de l'impact de ses projets.

Sur la nécessité de cesser d'utiliser l'aide à des fins de politique étrangère, on ne peut qu'être d'accord. Bayrou le dit le mieux : "*L'idée que, par une certaine pratique politique, on se fait des obligés de gouvernements qui défendront nos positions dans les enceintes internationales, ce n'est pas une idée du développement.*" Il a raison. C'est bien ce que font les pays riches, et c'est révoltant. Et pourtant, les trois candidats s'en rendent coupables. Leur préférence affichée pour l'Afrique leur permet de justifier le maintien de subventions agricoles et les barrières douanières en Europe, assorties de préférences pour les produits issus du continent africain. La palme va à Bayrou : pour aider l'Afrique, qui ne peut pas faire concurrence à nos prix artificiellement bas, tout en évitant d'inviter à supprimer les subventions, ce qui le mettrait en porte-à-faux vis-à-vis des paysans français, il nous dit qu'"*un même marché, c'est impossible*". En oubliant que les Africains mangent : les plus pauvres consomment plus de céréales qu'ils ne peuvent en produire sur leurs lopins. Si les Brésiliens et les Indiens peuvent leur vendre les céréales bon marché dont ils ont besoin, sans subventions artificielles, faut-il les en empêcher aussi ? Appauvrir l'Inde en affamant l'Afrique, ce ne serait pas une politique de développement.

DATE-CHARGEMENT: 20 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Recherche et enseignement au coeur de la campagne

AUTEUR: Bernard RAMANANTSOA

RUBRIQUE: Le Figaro Entreprises; ENTREPRISES ET EMPLOI - Actualités;
p.4 N°19467

LONGUEUR: 377 mots

POUR UNE FOIS, tout le monde semble d'accord. Dans une campagne caractérisée par les prises de position contrastées, un thème fait l'unanimité : la recherche et l'enseignement supérieur ont un rôle clé à jouer dans l'avenir du pays.

La recherche, d'abord. Un rapport sur la valorisation de la recherche, publié en janvier dernier, souligne l'ampleur des progrès à accomplir et les enjeux économiques majeurs autour de ce thème. Le constat est sévère : les performances françaises se révèlent médiocres par comparaison avec les principaux pays de l'OCDE. Pis, elles ne se sont que faiblement améliorées depuis la loi sur l'innovation de 1999. La faiblesse de la R & D privée et les insuffisances de l'organisation de la recherche publique sont autant de handicaps structurels contre lesquels nous devons lutter avec la dernière énergie. L'effort à produire est énorme mais urgent : la perte de compétitivité de notre recherche par rapport à nos voisins européens s'aggrave. Entre 2002 et 2005, les laboratoires français ont perdu 180 millions d'euros de moins par an que les laboratoires publics allemands et 78 millions de moins que les britanniques.

L'enseignement supérieur, ensuite. Ne sombrons pas dans le catastrophisme : le classement de Shanghai n'est pas tout et certaines de nos institutions tiennent bien leur place dans la concurrence mondiale. Pour combien de temps encore, si nous ne prenons pas rapidement conscience de l'ampleur des efforts à accomplir ? L'université de Harvard, à elle seule, dispose d'un fonds de réserve de 22 milliards d'euros. Le budget de la France en matière de recherche publique s'élève à peine à 11 milliards d'euros...

Bien sûr, les aides publiques ne sont pas l'alpha et l'oméga : il y a des questions de structure et le financement privé doit être développé comme le souhaitent tous les candidats. Mais dans cette diversification des sources de revenu, l'État doit pouvoir jouer un rôle moteur. Pourquoi ne pas encourager de façon plus avantageuse le financement de l'enseignement supérieur par les entreprises et les anciens élèves ? Pourquoi ne pas envisager de défiscaliser les frais de scolarité ? Notre pays a tout à y gagner : **solidarité** intergénérationnelle et croissance pourront ainsi se nourrir réciproquement.

DATE-CHARGEMENT: 5 mars 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Irréalistes retraites; Economiques

AUTEUR: GEOFFARD Pierre-Yves.

Pierre-Yves Geoffard est chercheur au CNRS.

RUBRIQUE: REBONDS; Pg. 29

LONGUEUR: 994 mots

Cela vous aura peut-être échappé : lors de son récent passage sur TF1, interrogée sur l'avenir du système de retraites, Ségolène Royal a répondu qu'il ne fallait pas repousser l'âge de la retraite "*parce qu'il y a déjà beaucoup de chômage*". Etonnant comme les vieilles lunes ont la vie dure. Il y a quelques années, une étude (dont, par charité, nous tairons les auteurs) avait prétendu démontrer qu'en abaissant l'âge du départ à la retraite à 58 ans, plus de 100 000 emplois seraient créés. La plus belle preuve de l'inanité de ce calcul avait été produite dans un entrefilet du *Canard enchaîné*, qui avait calculé qu'à ce compte-là, pour résorber intégralement le chômage, il eût suffi de fixer l'âge du départ à la retraite à... 35 ans !

Pourtant, il semble que la vision malthusienne de l'emploi que cache cette théorie ne soit plus en vogue : non, l'emploi n'est pas un gâteau de taille fixe dont les politiques devraient simplement décider (et imposer) la répartition entre tous les travailleurs ; au contraire, si des travailleurs, qu'ils soient âgés ou non, peuvent produire des richesses, les empêcher de le faire ne peut que diminuer l'ensemble des ressources disponibles pour tous. Ainsi, de nombreux dispositifs visaient à inciter les entreprises à favoriser les départs anticipés à la retraite ou les cessations précoces d'activité ; ces dispositifs sont tous remis en cause, et l'accent est désormais mis sur l'emploi des seniors. Car, même si les candidats n'en parlent pas trop, il est peu probable que la France échappera à un relèvement de l'âge de la retraite, et à une augmentation de la durée de cotisation. En effet, l'évolution démographique est imparable : les trois à quatre mois d'espérance de vie gagnés chaque année sont pour l'essentiel dus à une baisse de la mortalité aux âges élevés. A la fin des années 40, un homme commençant sa retraite à 65 ans pouvait compter, en moyenne, sur douze années de vie. Au début du XXI^e siècle, à 65 ans, un travailleur peut espérer vivre plus de dix-sept ans.

Quelle est la nature exacte du "droit à la retraite" ? Le droit de cesser le travail à un âge déterminé par la loi ? Ou plutôt, le droit à un certain nombre d'années de vie dégagées des obligations de l'activité salariale ? Retenir cette deuxième définition permet aussi d'interroger l'équité du système : car les inégalités face à la mort sont vives, en France comme ailleurs ; pis, elles ne se réduisent pas. Ainsi, à 60 ans un cadre peut espérer vivre sept années de plus qu'un ouvrier : la retraite à 60 ans "pour tous" profite de fait beaucoup plus à certains qu'à d'autres...

Dès lors, même s'il est à peu près certain que l'équilibre des régimes de retraites nécessitera une augmentation des durées de cotisation, reculer uniformément l'âge de départ à la retraite induirait un sacrifice inégalement réparti. Pourtant, le pacte présidentiel de la candidate socialiste reste particulièrement silencieux sur cette question : au détour d'une phrase qui évoque pêle-mêle la revalorisation des petites retraites, un montant minimal de la retraite proche du Smic, et une prise en compte du travail pénible, il conviendrait de "favoriser l'augmentation de l'emploi des seniors". Selon quelles modalités ? Mystère... alors que l'enjeu est considérable : le taux d'emploi en France entre 55 et 60 ans est très

inférieur à la moyenne des pays comparables ; pis, entre 60 et 65 ans, c'est en France qu'il est le plus bas.

On comprend qu'un candidat à l'élection présidentielle ne puisse promettre du sang et des larmes, mais l'ampleur des évolutions démographiques est telle que les réformes ne pourront attendre cinq ans de plus. Qui plus est, cette urgence est très largement perçue dans l'opinion. Il est capital d'annoncer au plus vite les mesures crédibles qui assureront l'avenir des retraites par répartition, car celles-ci reposent sur la confiance : les jeunes travailleurs acceptent de cotiser et de payer la retraite des plus âgés tant qu'ils pensent que, lorsqu'ils seront devenus âgés, de nouvelles générations accepteront encore de cotiser pour eux. Toute incertitude sur cette foi dans l'avenir peut entraîner une crise grave à brève échéance, et un repli vers des systèmes plus individualisés d'épargne retraite.

De surcroît, une telle solution serait illusoire car les évolutions démographiques pèsent aussi sur les retraites par capitalisation : s'il y a beaucoup de nouveaux retraités pour peu de travailleurs, les premiers devront vendre en masse leurs actions, et celles-ci trouveront peu d'acquéreurs. D'où un effondrement prévisible du marché boursier, et un rendement plus faible des régimes par capitalisation. Pour éviter une telle dégradation de leur niveau de vie, les travailleurs devront alors attendre davantage pour prendre leur retraite... rien à faire, on n'échappe pas à cette loi d'airain : comme les ressources sont produites par les actifs, si ceux-ci sont moins nombreux, il y aura moins de ressources à partager avec les inactifs. Ne pas admettre cette contrainte, se taire sur la façon dont les régimes de retraites évolueront, ne peut que contribuer à la fragilisation d'un système qui, malgré ses défauts, garantit et peut encore garantir une certaine **solidarité** entre générations et entre travailleurs.

Cela n'a rien à voir, mais vous aura peut-être échappé : Nicolas Sarkozy a payé, pour la première fois en 2006, l'ISF. Pour la première fois, ce qui veut dire qu'en 2005, la valeur déclarée de son patrimoine n'atteignait pas 732 000 euros. Or, l'entourage du candidat a déclaré que sa base imposable pour 2006 était d'environ 1 137 000 euros. Calculez vous-même : en un an, plus de 55 % d'augmentation ; pas mal, non ? A moins que la valeur déclarée pour 2005 n'ait été fortement sous-estimée : comme le ministre d'Etat ne peut avoir fraudé, c'est sans doute qu'il aura péché par étourderie, et oublié de suivre l'évolution des prix de l'immobilier dans la bonne ville de Neuilly-sur-Seine. Sans doute.

DATE-CHARGEMENT: 26 février 2007

LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS

TYPE-PUBLICATION: Journal

Bayrou, candidat à la rigueur

AUTEUR: RAULIN Nathalie

RUBRIQUE: POLITIQUES; Pg. 12

LONGUEUR: 551 mots

ENCART: La réduction de la dette est le leitmotiv de sa "social-économie".

Chantre du syncrétisme en politique, François Bayrou se dote d'une doctrine économique ad hoc. Empruntant à la droite libérale (beaucoup) et à la gauche sociale (un peu), la *"social-économie"* centriste a fait vendredi son entrée dans le débat public. Un nouveau concept grâce auquel le candidat UDF prétend dépasser le vieux clivage économique entre politique de l'offre et politique de la demande, soutien aux entreprises et coup de pouce au pouvoir d'achat. Plus précisément, le candidat de l'UDF ambitionne de faire de la France *"un pays pro-entreprise"*, budgétairement discipliné, au nom de la défense des *"plus démunis"*. Après cinq mois de gestation, l'architecture de ce projet économique a été arrêtée en milieu de semaine. A la manœuvre, des économistes libéraux comme Jean-Claude Casanova et Christian Saint-Etienne, des budgétaires de l'UDF comme le sénateur Jean Arthuis, ou le député Charles de Courson, et des experts venus du PS comme le collectif de hauts fonctionnaires Spartacus, ou l'ancien patron du Crédit lyonnais Jean Peyrelevade.

"Promesse". La *"vision"* de François Bayrou repose sur une conviction : la lutte contre la dette publique est un *"combat social"*. *"Le déficit actuel de l'Etat ne soutient plus la croissance mais au contraire la freine"*, martèle le candidat UDF. Du coup, le retour à plus de *"rigueur budgétaire"* est *"le premier geste"* à faire en direction des *"Français les plus fragiles"*. Le centriste montre l'exemple : *"Je ne ferais aucune promesse qui ne soit pas entièrement financée par une économie correspondante"*, dit-il en proposant d'interdire à l'Etat de financer son train de vie et ses dépenses courantes par la dette. Son projet présidentiel dont il évalue le coût à 21 milliards d'euros (voir ci-dessous) prévoit donc autant de dépenses nouvelles que de coupes claires dans le budget. Bayrou avertit que sa *"social-économie"* traite aussi de **solidarité** entre les générations : *"J'ai été stupéfait lorsque j'ai lu dans le programme du PS que la première mesure d'un gouvernement de gauche serait de supprimer la loi Fillon [sur les retraites] votée en 2004 dont chacun sait qu'elle ne fait que la moitié du chemin !"* Tout à sa vision de l'avenir de la société française, le signataire du "pacte écologique" de Nicolas Hulot se dit par ailleurs partisan d'une taxation des énergies fossiles sur dix à quinze ans pour que *"chacun s'y prépare, pour sauver le climat tout en développant l'emploi"*.

Filons. Se poser en gardien des deniers publics oblige à faire des choix drastiques. Aux classes moyennes et supérieures, il promet tout au plus la stabilité de la fiscalité. En revanche, la recherche et l'entreprise sont au cœur de son projet : *"Il faut créer un environnement amical pour l'entreprise, y compris fiscal, particulièrement pour les PME."* Pour les soutenir, cet Européen convaincu exploite les vieux filons baisse des charges sociales, limitation de la paperasserie, politique d'intéressement des salariés aux profits, facilité de trésorerie, assouplissement des 35 heures et va jusqu'à s'autoriser un zeste de protectionnisme. Fidèle à sa fibre sociale, il ne perd pourtant pas de vue l'autre bout du spectre. C'est vrai des jeunes, mais aussi des bénéficiaires des minima sociaux dont il veut développer l'activité. En démocrate-chrétien assumé.

DATE-CHARGEMENT: 26 février 2007
LANGUE: FRENCH; FRANÇAIS
TYPE-PUBLICATION: Journal